



Il a soumis l'instruction au Président de la République

Le Premier ministre relance l'offre du dialogue

Evoqué lors de la présentation du plan d'action du gouvernement, le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a profité de sa sortie algéroise pour réitérer son offre de dialogue en direction de l'ensemble des partenaires sociaux et partis politiques.

Page 3

Devant un public nombreux à Alger

Concert inédit de chansons traditionnelles malouf et persane

Page 15



La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, M^{me} Ghania Eddalia, a estimé, samedi à Mostaganem, que la célébration de la Journée nationale de l'enfant, coïncidant avec le 15 juillet de chaque année, est un acquis national matérialisant la volonté politique du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, d'asseoir les bases d'un Etat de droit et de justice à travers des réformes administratives, judiciaires, sociales et politiques.

Dans une allocution prononcée à l'ouverture d'une journée d'étude à l'occasion

Plus de 1 300 morts en cinq mois

L'hécatombe continue sur nos routes

Les accidents de la route continuent d'emporter des vies et endeuiller les Algériens chaque jour. En dépit d'une vaste campagne de sensibilisation menée par les pouvoirs publics, les médias et plusieurs organisations de la société civile, le phénomène défraie toujours la chronique.

Page 2



En quête de l'eldorado européen

De nombreux harraga interceptés

Page 4



Journée de l'enfant

«Un acquis national» selon Ghania Eddalia

de la célébration, pour la première fois, de la Journée nationale de l'enfant, la ministre a rappelé que cet événement est stipulé par la loi n° 15/12 portant sur la protection de l'enfant du 15 juillet 2015, expliquant que les articles de cette loi s'adaptent aux engagements internationaux de l'Algérie relatifs aux droits de l'enfant et inspirés des valeurs de la société algérienne, de sa culture et ses préceptes religieux.

L'objectif de cette loi est d'annihiler toutes les basses et viles pratiques visant l'innocence des enfants et n'ayant aucune relation avec nos traditions et des principes de l'Islam basés sur la tolérance, la solidarité entre personnes et toutes les composantes de la société.

M^{me} Ghania Eddalia a estimé qu'il est important d'instaurer et de renforcer au

sein de la société les réflexes d'alerte et d'information sur toutes les atteintes visant les enfants. Ces réflexes doivent être instaurés en une véritable culture bien ancrée les membres de la société, a-t-elle indiqué.

Par ailleurs, la ministre a souligné que la nouvelle loi de l'enfant a donné un rôle prépondérant aux services du milieu ouvert pour refléter la voix de la société et garantir la protection de l'enfance par l'analyse des avis adressés par le délégué national de la protection de l'enfant et donne à ces services la latitude de lancer des enquêtes, en étroite collaboration avec les juges des mineurs, les divers établissements et institutions pour prendre des mesures devant garantir la protection sociale et juridique à l'enfant en danger.

Page 6

Session spéciale Bac

Les absents sont majoritairement des candidats libres

Le plus grand taux d'absence lors de la session spéciale du baccalauréat a été enregistré chez les candidats libres, a fait savoir le directeur de l'enseignement secondaire général et technologique au ministère de l'Education nationale, M. Abed Attoui.

Page 4



Plus de 1 300 morts en cinq mois

L'hécatombe continue sur nos routes

Les accidents de la route continuent d'emporter des vies et endeuiller les Algériens chaque jour. En dépit d'une vaste campagne de sensibilisation menée par les pouvoirs publics, les médias et plusieurs organisations de la société civile, le phénomène défraie toujours la chronique.



Par M. Ait Chabane

Bien qu'en légère baisse ces derniers mois, les chiffres communiqués par le Centre national de prévention et de sécurité routière (Cnpsr) confirment cette hécatombe sur les routes du pays. Lors des cinq premiers mois de l'année en cours, la route a tué 1 343 personnes et blessé 14 500 autres. Les statistiques du centre présentées au lancement de la campagne nationale de prévention contre les accidents de la route ont démontré que le nombre de décès a reculé de 177 cas par rapport à la même période de l'année précédente (janvier à mai 2016) où 1 520 individus avaient trouvé la mort dans des accidents de la circulation, soit un recul de 11,64%. Le nombre de blessés

dans les accidents de la route a également connu un recul de 16,43% par rapport à l'année dernière, en enregistrant 17 350 blessés contre 14.500 pour l'an dernier soit un recul de 2.850 cas, note la même source. S'agissant du nombre d'accidents de la route enregistrés entre janvier et mai 2017, 10 206 accidents ont été enregistrés contre 11 663 durant la même période en 2016, soit une baisse de 12,49%. Avec 601 accidents, la wilaya d'Alger vient en première position, suivie de M'sila avec 456 accident et Sétif avec 428. Concernant le nombre de décès générés par les accidents de la route, la wilaya de M'sila est en tête de liste avec 66 victimes suivie par Alger qui a enregistré 62 morts et Batna avec 56 décès. Le Cnpsr a souligné que le facteur humain demeure

la cause principale des accidents de la route, ajoutant que les statistiques avaient démontré que 9 785 accidents enregistrés entre janvier et mai reviennent au non-respect du Code de la route. Ce qui remet sur la table la lancinante question de réforme du fonctionnement des auto-écoles de façon à assurer un apprentissage de qualité aux nouveaux conducteurs. Le gouvernement devrait notamment sévir contre les phénomènes de clientélisme et de copinage et autres passe-droits qui caractérisent ce secteur. Autrement dit, il est vital d'endiguer «l'achat» des permis de conduire auquel recourent les candidats avec la complicité de certains propriétaires d'auto-écoles sans scrupules. Certes, le gouvernement, par le biais du

ministère des Transports a pris un train de mesures dans le sens de remédier à cet état de fait, à l'instar de l'instauration du permis à points, mais les choses ne semblent pas évoluer dans le bon sens. L'aggravation des amendes contre les fauteurs et les contrevenants au Code de la route et le retrait des permis n'aura pas non plus parvenu à cesser l'hécatombe sur les routes. Il est inadmissible dans ce sens que des «privilegiés» et même des citoyens lambda parviennent à récupérer leurs permis de conduire quelques heures seulement après leur retrait par les services de sécurité, d'où la nécessité de renforcer le contrôle sur cet aspect à même de redonner aux lois de la République leur force et leur vigueur applicables sur tout le monde et sans exception.

M. A. C.

Commerce informel Plus de 400 marchés anarchiques restent à éradiquer

Le nombre de marchés informels qui restent encore à éradiquer est de 403 sur les 1 453 marchés recensés en 2012, a indiqué samedi le directeur général de la régulation et de l'organisation des activités au ministère du Commerce, Abdelaziz Aït Abderrahmane. Quant au nombre de marchés informels éradiqués jusqu'au 15 juin 2017, il a atteint les 1 050, tandis que le nombre de marchés informels réapparus après leur éradication a été de 216, a précisé M. Aït Abderrahmane lors d'une rencontre qui a regroupé le ministre du Commerce, M. Ahmed Abdelhafid Saci, avec les cadres de son secteur.

Sur les 50677 intervenants informels qui activaient dans ces marchés, 21 239 ont été réinsérés dans le circuit commercial légal, soit 42%.

Pour rappel, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales avait lancé, en août 2012, en collaboration avec le ministère du Commerce, une large opération d'éradication des marchés informels.

En parallèle, de nombreuses mesures destinées à la résorption de ce commerce illégal ont été prises dont la réalisation de centaines de projets de marchés de proximité et de marchés couverts. Ainsi, une enveloppe de 12 milliards de DA a été dédiée à la réalisation de 784 marchés de proximité relevant du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

A ce propos, M. Aït Abderrahmane a fait savoir que sur les 784 marchés de proximité prévus, 670 ont été réceptionnés, 94 restent à réceptionner, tandis que 20 ont été annulés.

Concernant le programme de réalisation de 291 marchés couverts, initié par le ministère du Commerce pour un montant de 10 milliards de DA, le même responsable a indiqué que jusqu'à la fin juin de l'année en cours, 22 ont été réceptionnés, 46 sont en cours de réalisation, 208 ont été gelés (travaux non lancés), huit dont les travaux sont à l'arrêt et sept ont été annulés.

F. Y.

Société générale Algérie présente son bilan

Les cartes visas confectionnées en Algérie prochainement

Par Karima Nacer

D'ici la fin de l'année, les cartes visas de la Société générale Algérie (SGA) seront confectionnées en Algérie, au lieu du Maroc et ce, dans le but de réduire les délais d'attente. L'annonce est faite hier par Eric Wormser, le président du directoire, Société Générale Algérie, détenue à 100% par le Groupe international Société Générale, qui est une des toutes premières banques privées à s'installer en Algérie depuis 2000, a présenté, hier à Alger, son bilan financier, d'activité et les résultats atteints en 2016. Une présentation a été faite par le président du directoire, Eric Wormser lors d'un déjeuner-

presse sur l'île de l'Espadon, qui a détaillé les volets des activités financières, des ressources humaines, de la formation ainsi que de la solidarité active de cette banque qui se dit citoyenne.

Le président du directoire, Eric Wormser a mis en exergue la croissance de la SGA qui reflètent l'excellente performance de la banque, tant en terme financier qu'au niveau de la qualité confirmée par la confiance accordée par nos clients, résultat de l'engagement et du professionnalisme de nos collaborateurs.

Le bilan de la Société Générale Algérie, fait état d'un résultat net de 5,6 milliards de dinars, enregistrant un bénéfice de 27% par rap-

port à l'exercice 2015 (4,4 milliards de dinars).

D'autres part, les crédits à l'économie et aux ménages ont connu une croissance de 26%, passant de 155 milliards de dinars à 195 milliards en 2016.

Les crédits aux entreprises, quant à eux, représentent désormais 88% des engagements de la banque alors que les particuliers et les professionnels se placent à hauteur de 12% à la fin 2016.

D'un autre côté, les fonds propres de la banque se renforcent de 33 milliards de dinars en 2015 à 38 milliards de dinars à la fin 2016 grâce à l'incorporation de 40% des bénéfices traduisant la confiance portée à l'économie

algérienne et la volonté farouche d'investir dans le pays.

Abordant le volet formation, il a indiqué que 75% de l'effectif de la banque bénéficie d'une formation au minimum une fois par an.

Durant l'exercice 2016, en ligne avec les années précédente, la Société Générale Algérie a mené de nombreuses actions sociétales et de RSE dans le cadre de mécénats et de sponsoring dans des domaines aussi variés que la solidarité, le handicap, le sport, ainsi que la culture. Cette année encore, indique le même responsable, la banque a exprimé son attachement aux valeurs de solidarité, et d'aide aux personnes les plus vulnérables. «SGA continuera de se

tenir aux côtés des associations partenaires et de promouvoir l'art contemporain, notamment à travers son concours annuel dédié aux jeunes artistes-peintres».

SGA maintient, ainsi, sa position avantageuse parmi les premiers établissements financiers à capitaux privés, leader en réseau d'agences réparties sur 29 wilayas et en en fonds propres, elle continue de renforcer l'accompagnement de ses clients dans les conditions les plus favorables et place ainsi ces derniers au centre de ses préoccupations en s'inscrivant dans l'amélioration continue de la qualité des services qui leur sont proposés.

K. N.

Il a soumis l'instruction au Président de la République

Le Premier ministre relance l'offre du dialogue

Evoqué lors de la présentation du plan d'action du gouvernement, le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a profité de sa sortie algéroise pour réitérer son offre de dialogue en direction de l'ensemble des partenaires sociaux et partis politiques.



Par Sofiane Aït Mohamed

Acette occasion, il a affirmé que l'instruction relative à l'ouverture nationale avec les partenaires politiques et sociaux était fin prête et serait promulguée une fois approuvée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Lors de sa visite de travail et d'inspection au projet de la Grande-Mosquée d'Alger, M. Tebboune a affirmé que l'instruction relative à l'ouverture des canaux de dialogue et de concertation entre les composantes du tissu national «est fin prête et a été transmise, il y a peu, au Président de la République», ajoutant qu'elle serait promulguée pour engager des contacts avec les parties concernées par le dialogue national «dès son approbation par le Président de la République». Le gouvernement

contactera les différentes parties, en l'occurrence «les partis représentés à l'Assemblée populaire nationale (APN), au Conseil de la nation et le mouvement associatif», a-t-il poursuivi, ajoutant que «toutes les parties seront présentes pour émettre leurs avis à la faveur d'une conférence ouverte qui sera une occasion pour exprimer les différents avis». Ladite conférence sera couronnée d'un rapport final «sur la base duquel le débat aura lieu avec les spécialistes», a-t-il ajouté. Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, avait affirmé, lors de la présentation du Plan d'action du gouvernement devant les membres du Conseil de la nation, après son adoption par l'Assemblée populaire nationale (APN), que «le gouvernement s'attèlera à l'ouverture de canaux du dialogue et de concertation avec toutes les composantes du tissu national,

qu'elles soient politiques, syndicales, académiques ou associatives pour expliquer la démarche de l'Exécutif, obtenir la confiance et l'adhésion de toutes les catégories du peuple», ajoutant que le gouvernement «s'éloignera des polémiques stériles pour focaliser son effort collectif sur la réalisation de sa mission en faisant prévaloir la stabilité du pays et la cohésion sociale au-dessus de tout autre considération». M. Tebboune a indiqué, par la même occasion, que «le gouvernement est conscient qu'un consensus autour des questions nationales majeures facilitera grandement la réalisation des objectifs tracés dans son Plan d'action pour la mise en œuvre du programme du Président de la République», soulignant l'importance d'atteindre un consensus national pour gérer la crise économique en vue de préserver l'indépendance et la souve-

raineté nationale dans la prise de décision». En réponse aux questions des journalistes, au terme de sa visite de travail et d'inspection effectuée à Alger, M. Tebboune a refusé de commenter les déclarations de certains responsables algériens au sujet des migrants clandestins en Algérie, affirmant que ces responsables n'avaient «rien apporté qui puissent justifier les réactions des médias» concernant cette question. Si certains partenaires sociaux ou partis se sont réjouis de la décision de renouer le dialogue, affirmant que seul le «consensus» peut sortir le pays de la crise, d'autres, comme le FFS, rejettent l'offre, estimant dans son dernier communiqué sanctionnant les travaux de son conseil national que «participer à ce pseudo dialogue, servirait de caution et de faire-valoir au régime».

S. A. M.

Mouvement El Islah Appel à un consensus national

Le président du mouvement El Islah, Filali Ghouini, a appelé, samedi à Alger, la classe politique et tous les acteurs de la société à déployer davantage d'efforts «pour aboutir à un consensus national dans le cadre d'une vision nationale unifiée et élaborer une feuille de route commune pour faire face à la situation difficile que traverse le pays actuellement, notamment dans les domaines économique et social».

Lors d'une rencontre consacrée à la présentation des recommandations de la 9^e Université d'été du mouvement, M. Ghouini a mis l'accent sur la nécessité «d'impliquer tous les acteurs de la société à travers la promotion de l'action politique et la reprise du dialogue entre le pouvoir et les partenaires politiques pour préserver les intérêts suprêmes du pays, retrouver l'esprit de l'initiative collective et faire face à toutes les difficultés dans les différents domaines politique, économique et social dans le cadre d'une vision nationale unifiée». Les participants à cette Université d'été ont appelé à «ouvrir un nouveau dialogue avec la classe politique et l'ensemble des acteurs sur la scène nationale, accélérer l'élaboration d'une feuille de route consensuelle et fixer les délais de parachèvement des profondes réformes politiques en vue de conforter les institutions de l'Etat, consacrer la souveraineté populaire et instaurer un Etat de droit».

Ils ont également mis l'accent sur la nécessité «d'encourager l'ouverture et la coopération entre tous les partis politiques et la société civile pour renforcer la cohésion et la solidarité nationales, faire éviter au pays toute impasse politique et garantir une rentrée sociale calme».

Les participants ont, par ailleurs, appelé à traiter certains dossiers particulièrement ceux liés à la retraite, à la santé, à l'éducation et à l'emploi. M. Ghouini a rappelé tous les efforts que déploie le mouvement pour «préparer les prochaines élections locales», écartant «l'éventualité de l'adhésion de son parti à une alliance politique».

H. L.

Selon Amar Belani

«Dynamique positive entre l'Union européenne et l'Algérie»

La visite de travail du Commissaire européen chargé de la politique européenne de voisinage, Johannes Hahn, en Algérie mercredi et jeudi prochains, reflète la dynamique positive qui caractérise les relations bilatérales, a indiqué l'ambassadeur algérien en Belgique et auprès de l'UE, Amar Belani.

Cette visite du Commissaire Hahn, la deuxième après celle qu'il a effectuée en mai 2016, revêt une importance particulière. Elle reflète la dynamique positive qui caractérise les relations bilatérales et le souci partagé par les autorités algériennes et euro-

péennes de créer les conditions d'un dialogue suivi et permanent sur les questions d'intérêt commun, a expliqué l'ambassadeur algérien dans une interview accordée à *Afrique Asie*, publiée samedi sur son site.

Pour le diplomate algérien, cette évolution qualitative s'est renforcée depuis le début de cette année où on a enregistré pas moins de quatre rencontres à haut niveau qui ont eu lieu à Bruxelles et à Alger, notamment entre Mme Federica Mogherini, Haute représentante de l'UE, et les représentants du gouvernement algérien, affirmant que la visite du commissaire constituera

ainsi une nouvelle séquence politique du rapprochement entre l'Algérie et l'UE, avec un focus sur la déclinaison opérationnelle des projets convenus d'un commun accord.

Il a indiqué que cette visite sera suivie, le mois d'octobre prochain, par la visite à Alger du Commissaire européen chargé de l'Union de la sécurité, Julian King, rappelant que la visite de Johannes Hahn fait également suite à l'adoption des priorités communes de partenariat lors de la 10^e session du Conseil d'association Algérie-UE qui s'est tenue à Bruxelles, le 13 mars dernier.

Amar Belani a précisé qu'il

s'agit d'une véritable feuille de route qui articule les principaux axes de la coopération bilatérale pour la période 2017-2020 dans les domaines jugés clés dans la consolidation des relations Algérie-UE, tels que la gouvernance politique, le partenariat dans le domaine de l'énergie, le dialogue stratégique dans le domaine de la sécurité, la diversification économique et le dialogue dans le domaine de la dimension humaine, de la migration et de la mobilité.

De par la diversité des points qui seront abordés lors de la visite du Commissaire Hahn, qui couvrent un large éventail de

questions en lien avec les relations bilatérales et, plus largement, avec la situation dans la région, notamment au Sahel et en Libye, on relève, non sans satisfaction, l'importance qu'attache l'Union européenne à consolider le partenariat riche et multidimensionnel avec l'Algérie, en engageant avec ses autorités un dialogue ouvert visant une meilleure compréhension des défis auxquels elles font face et l'examen des voies et moyens d'y répondre dans le respect de leur souveraineté et en tenant compte de leurs intérêts respectifs, a expliqué le diplomate algérien.

R. N.

En quête de l'eldorado européen

De nombreux harraga interceptés

Les tentatives d'immigration clandestine vers l'Europe depuis les plages algériennes ne sont pas près d'arrêter malgré les risques de mort et les lois répressives mises en place.



Par Rachid Chihab

Rien que pour la journée de samedi, 47 personnes, toutes de nationalité algériennes, ont été interceptées en mer par les gardes-côtes algériens et espagnols. En effet, les services des gardes-côtes relevant du Groupement territorial de Béni Saf (wilaya de Aïn Témouchent) ont intercepté, samedi, 28 candidats à l'émigration clandestine au cours de deux opérations distinctes, a indiqué une source sécuritaire citée par l'APS. La première opération a eu lieu à 8 miles au nord-ouest de Bouzadjar, au cours de laquelle les gardes-côtes ont intercepté un zodiac, à son bord 17

personnes qui ont été arrêtées pour émigration clandestine. La seconde opération a eu lieu non loin de la plage Sbiat et a permis l'arrestation de 11 autres personnes à bord d'une embarcation pneumatique avec laquelle ils comptaient rallier les côtes espagnoles. Les 28 personnes seront déférées devant la justice, a-t-on ajouté de même source qui ne précise pas l'âge des personnes arrêtées.

Au cours de la même journée, des patrouilles de la marine espagnole sont intervenues sur les côtes d'Almeria pour secourir 19 candidats à l'immigration voyageant au bord d'un bateau, indique la presse espagnole, hier, qui précise

que toutes les personnes arrêtées sont de nationalité algérienne. Après les vérifications et les contrôles médicaux les candidats à l'immigration ont été transférés à un centre d'accueil avant de les présenter devant le juge au cours des prochains jours. Généralement, les magistrats prononcent directement les décisions d'expulsion vers le pays d'origine. Il est devenu extrêmement rare que les autorités espagnoles accordent l'asile pour les candidats à l'immigration. Cette mesure vise à dissuader les personnes espérant bénéficier des droits d'asile une fois sur le sol espagnol. Tout compte fait, les réseaux de harraga continuent de subsister et

de profiter de la détresse de certains jeunes en quête de l'eldorado européen. De nombreuses tentatives de traverser la Méditerranée ont déjà avorté grâce à l'intervention des gardes-côtes, bien d'autres jeunes aventuriers ont trouvé la mort en mer. Des familles de harraga restent parfois sans le moindre renseignement de leurs enfants, ces derniers préférant tenter l'aventure sans informer personne. Des aventures qui finissent souvent par des tragédies, ou dans le meilleur des cas par tomber dans les mailles des services des gardes-côtes des pays européens qui procèdent à leur expulsion dans leurs pays d'origine.

R. C.

Session spéciale Bac

Les absents sont majoritairement des candidats libres

Le plus grand taux d'absence lors de la session spéciale du baccalauréat a été enregistré chez les candidats libres, a fait savoir le directeur de l'enseignement secondaire général et technologique au ministère de l'Education nationale, M. Abed Attoui.

Dans une déclaration à l'APS, M. Attoui a précisé que le plus grand taux d'absence lors de la session spéciale du baccalauréat a été enregistré chez les candidats libres, soulignant que «ce taux était prévisible».

104 036 candidats sont inscrits à cette session spéciale à travers le territoire national, dont 10 082 candidats

scolarisés et 93 954 candidats libres. 78 672 candidats étaient absents au premier jour de cet examen, soit 75,66 % des candidats.

«Les candidats absents doivent avoir leurs propres raisons», a déclaré le responsable, précisant que chaque candidat qui s'était inscrit sur le site de l'Office national des examens et concours (Onec) et payé les frais d'inscriptions était en droit de se présenter à cet examen.

Les candidats absents à cette session spéciale seront exclus, quel que soit le motif de leur absence, a-t-il ajouté. La catégorie des candidats libres comprend des fonctionnaires, des étu-

dants universitaires ainsi que des élèves recalés. Leur absence à cette session peut être due à «des engagements ou à un manque de préparation». Concernant les copies des candidats ayant passé les épreuves du baccalauréat du 11 au 15 juin dernier, M. Attoui fait savoir que les corrections étaient «terminées et les notes des candidats sont au niveau des centres de correction».

S'agissant de la correction des copies des candidats de la session spéciale du baccalauréat, il a indiqué qu'elle serait entamée une fois les épreuves terminées.

B. K.

Sidi Bel Abbès

Saisie de 49 kg de kif

Les services des Douanes de Benbadis et Sidi Bel Abbès ont procédé, en collaboration avec les éléments de l'ANP, à la saisie de 49 kg de kif traité au niveau de l'échangeur de l'autoroute Est-Ouest, près de Aïn El Berd, a-t-on appris dimanche, du directeur des Douanes par intérim de Sidi Bel Abbès, Abdelaziz Merioua.

La prise a été effectuée vendredi soir à la suite à l'interpellation de trois individus se trouvant à bord de deux véhicules. L'une des deux voitures était utilisée par un éclaireur qui ouvrait la voie aux autres membres du réseau.

La fouille minutieuse de la seconde voiture a permis la découverte de la drogue, dissimulée au niveau des portières.

Selon le même responsable, ce groupe acheminait la drogue de la région frontalière Ouest vers les wilayas de l'est du pays.

Les trois individus ont été placés sous mandat de dépôt et une enquête a été ouverte sur les tenants et aboutissants de cette affaire, ajoute-t-on de même source.

K. M.

Forêt des Béni Quartilane

L'incendie totalement maîtrisé

L'incendie de la forêt des Béni Quartilane déclaré mercredi dernier et qui a fini par ravager 600 ha a été totalement maîtrisé, a affirmé hier le chargé de la communication à la direction de la Protection civile, le lieutenant Ahmed Lamamra.

Le dernier foyer de cet incendie sur le mont Azrou Ifelène a été éteint samedi en fin d'après-midi après trois jours de lutte ayant nécessité la mobilisation des moyens de 11 unités de la wilaya de Sétif, la colonne mobile de Bordj Bou Arréridj, les services de la Conservation des forêts, des communes, des travaux publics, de la Gendarmerie nationale et des citoyens, a précisé la même source.

Les flammes ont ravagé 600 ha de peuplements de pin d'Alep, de chênes verts et de broussailles, a indiqué la même source que la surveillance des 40 foyers de cet incendie est encore assurée en continue par les services des forêts et de la Protection civile de crainte de les voir repartir de nouveau.

Des températures excédant les 44 degrés, des vents moyens chauds et le relief accidenté de ces montagnes ont rendu la lutte contre cet incendie particulièrement difficile, a précisé le lieutenant Lamamra qui a indiqué que la priorité a été d'assurer la sécurité des populations des hameaux d'Ighil Aït Malek, Ismane, Tizi Ouato, Lemzine, Aït Moussa, Ilmouthen, Thalmaleth, Agrou Ouakli et Ourir Illoulène. Les flammes ont été particulièrement intenses durant la journée de jeudi, atteignant plus de 10 mètres de haut, provoquant un vaste nuage de fumée, a ajouté la même source qui a noté que des enquêtes ont été ouvertes pour déterminer les circonstances de ce sinistre.

G. B.

Projet de loi relative à la santé

Tebboune réunit un Conseil interministériel

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a présidé un Conseil interministériel auquel ont pris part les ministres des Finances, de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et des Relations avec le Parlement, a indiqué samedi un communiqué des services du Premier ministre.

Lors de cette réunion, il a été procédé à «l'examen des questions liées à l'enrichissement du projet de loi relative à la santé et à la rémunération et aux marges bénéficiaires des pharmaciens d'officine», a précisé la même source. Pour le premier point, le Premier ministre a décidé «l'ajournement, sine die», de l'examen de ce dossier, a ajouté la même source.

Abordant la question des marges bénéficiaires des pharmaciens d'officine, le Premier ministre «a instruit les parties présentes en vue de constituer une commission regroupant les acteurs concernés (ministères de la Santé et du Travail, Cnas, Snao et Ordre des pharmaciens) pour discuter de tous les points en suspens et de lui soumettre leurs conclusions», a souligné le communiqué. Au terme de la réunion, le Premier ministre a tenu à féliciter le Syndicat national algériens des pharmaciens d'officine (Snao) et l'Ordre des pharmaciens pour leur «sagesse» et pour leur «sens des responsabilités».

R. N.

Pour réguler le marché et protéger le consommateur

Le ministère du Commerce en passe d'actualiser le système législatif

Le ministre du Commerce, Ahmed Saci, a affirmé, samedi à Alger, que son secteur s'attellait à actualiser le système législatif relatif à la régulation du marché en vue d'asseoir de nouvelles mesures à même de protéger le consommateur et de consolider les mécanismes de contrôle des activités commerciales sur le marché national, mais aussi au niveau des frontières.



Intervenant lors d'une rencontre nationale des cadres du secteur, le ministre a affirmé que «les lourdes responsabilités qui incombent au secteur nécessitent une législation minutieuse susceptible de régir la pratique commerciale et de proposer ce qui est à même de développer davantage les performances du secteur». «Nous sommes appelés à accorder davantage d'intérêt à la question de régulation du marché en œuvrant sans relâche à mettre à jour le système législatif y afférent», a-t-il ajouté. Il s'agit, selon le ministre, de la loi portant protection et lutte contre la fraude, et celle relative aux conditions de pratique des activités commerciales, «dont l'élaboration est à un stade avancé au niveau des institutions concernées», ajoutant que d'autres textes de loi étaient en cours d'élaboration et visaient à régir les activités commerciales sur le marché national et au niveau des frontières. Le

ministère est soucieux de renforcer les structures commerciales en fonction des besoins du marché, par la finalisation des programmes de réalisation de marchés de gros et l'encouragement du secteur privé et des collectivités locales pour investir dans ce secteur, notamment au volet distribution, a poursuivi le ministre.

Dans ce contexte, M. Saci a indiqué que les mesures relatives à la gestion du Fonds d'indemnisation du transport des marchandises vers les wilayas du Sud seraient également revues à travers la révision de la liste des wilayas concernées et des produits dont le transport est remboursé.

Concernant la permanence des commerçants lors des fêtes nationales, il a été décidé de diffuser toutes les données relatives à la permanence sur le site électronique du ministère du Commerce à partir de l'Aïd El Adha. Cette démarche vise à fournir un service public supplé-

mentaire à tous les concernés par cette permanence (consommateurs et opérateurs économiques). Ces données comportent les noms et les adresses des commerçants permanents, la qualité de l'activité ainsi que les mesures prises contre les contrevenants. Quant au contrôle économique et la répression de la fraude, le ministre a affirmé que son secteur oeuvrait à intensifier les opérations de contrôle en vue d'instaurer la transparence et lutter contre les pratiques commerciales illégales et la compétition déloyale à travers l'orientation des opérations de contrôle vers la source. Près de 918 000 interventions des agents de contrôle ont été enregistrées au premier semestre de l'année 2017 au niveau du marché national. Ces opérations ont permis de dresser 113 000 procès-verbaux et près de 7 000 propositions de fermeture des locaux. Au volet commerce extérieur, la chambre algérienne de commerce et d'industrie

a été chargée de l'élaboration d'une «feuille de route économique nationale comportant toutes les informations et données sur les établissements économiques activant dans le territoire national afin de définir les contours du commerce extérieur à moyen et à long termes, rationaliser les importations et promouvoir les exportations hors hydrocarbures», a-t-il révélé. Des correspondances ont été adressées aux ministères concernés et aux walis pour apporter l'aide nécessaire aux cadres des chambres pour accéder aux informations requises, a ajouté M. Saci. Il est actuellement procédé à la modernisation des systèmes de gestion au niveau du ministère, à travers la concrétisation du projet de raccordement des différents services locaux et central à Internet ainsi que la poursuite des efforts d'amélioration des procédures d'inscription au registre de commerce.

G. K.

Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) Arezki Hocini installé au poste de président

Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a procédé hier à l'installation d'Arezki Hocini au poste de président du Comité de directoire de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft).

Pour rappel, avant cette nomination, M. Hocini occupait le poste de président par intérim d'Alnaft depuis le 23 mars 2017 en remplacement de Sid Ali Betata.

Lors de la cérémonie d'installation, M. Hocini s'est dit «très conscient du rôle important» de l'agence Alnaft pour le développement du secteur de l'énergie.

A ce propos, il a soutenu que cette agence, en collaboration avec Sonatrach, s'attellera à améliorer le processus de valorisation du domaine minier et de mettre en oeuvre toutes les dispositions nécessaires afin d'attirer davantage d'investissements.

Selon lui, la conjoncture économique actuelle nécessite l'impulsion d'une «nouvelle dynamique» dans la mise en oeuvre de la politique énergétique dans l'amont pétrolier, en ajoutant que dans l'objectif de valoriser le domaine et d'attirer plus d'investissements, Alnaft «conduira des études, dont deux sont en cours, pour mieux connaître les potentialités des régions du nord et des bassins du sud». Pour sa part, le ministre de l'Energie a appelé les cadres d'Alnaft à améliorer substantiellement les processus de valorisation du domaine minier national et de mettre en oeuvre les dispositions nécessaires à même de promouvoir et d'attirer davantage les investissements dans la recherche, la production et l'exploitation des hydrocarbures en Algérie. Né en août 1958, M. Hocini est titulaire d'un master en physique de l'Usthb (promotion 1982) et d'un diplôme d'ingénieur en géophysique de l'Institut algérien de pétrole (IAP) de Boumerdès (promotion 1985).

Il avait exercé auparavant comme directeur de la banque de données de l'exploration à Sonatrach, puis successivement, directeur de la division de la banque de données d'Alnaft, membre de son Comité de direction, son président intérimaire depuis mars dernier avant d'être nommé président de cette agence.

Créée en 2005, Alnaft a pour rôle de promouvoir les investissements dans la recherche et l'exploitation des hydrocarbures et de délivrer les autorisations de prospection.

G. K.

Depuis janvier 2017

Aucun véhicule importé avec la devise de l'Etat

Aucun véhicule n'a été importé avec la devise de l'Etat depuis janvier 2017, a indiqué, samedi à Alger, le ministre du Commerce, Ahmed Saci, lors d'un point de presse en marge d'une réunion avec les cadres de son secteur.

Interrogé sur les 530 millions de dollars d'importations de véhicules enregistrés sur les cinq premiers mois de l'année en cours, le ministre a expliqué que ces voitures avaient été importées par des particuliers avec leurs propres moyens financiers en utilisant les licences des moudjahidine. «C'est leur droit, sachant que maintenant, on n'a pas permis l'importation

des véhicules», a-t-il ajouté.

S'agissant de l'octroi des licences d'importation des véhicules au titre de l'année 2017, le ministre s'est gardé de donner la date de livraison de ces licences, en laissant entendre que celles-ci restent tributaires des résultats de la commission installée par le ministère de l'Industrie, chargée d'établir un nouveau cahier des charges pour la construction automobile.

«Le travail se fait actuellement au ministère de l'Industrie pour requalifier le cahier des charges relatif à la construction automobile», a-t-il poursuivi.

«C'est un secteur qui est main-

tenant sous le coup des licences d'importations. Quand la licence sera libérée, les quotas connus et les conditions portées à la connaissance de tous les concessionnaires, on connaîtra alors les conditions dans lesquelles évoluera cet aspect de la distribution de véhicules», a-t-il déclaré.

«C'est un tout et c'est un travail qui sera mené d'une manière globale par le ministère de l'Industrie», a-t-il dit en guise de réponse à un journaliste qui l'interrogeait si les quotas des licences d'importation seraient définis une fois le nouveau cahier des charges sera établi.

Et d'ajouter: «Quand le travail

de cette commission aura pris fin, tous ces questionnements trouveront les réponses au moment opportun».

Concernant l'aspect de la production industrielle des véhicules, il a fait valoir que le dossier était actuellement ouvert au niveau du ministre de l'Industrie et au niveau d'une commission de travail dont les résultats des travaux seront connus prochainement.

Selon lui, les travaux de cette commission vont permettre une organisation claire quant à l'industrialisation et la commercialisation y compris pour la vente des véhicules dans le marché parallèle. Abordant les négocia-

tions avec l'OMC, le ministre a rappelé que 12 rounds de négociations avaient déjà eu lieu et qu'un autre était prévu durant l'année 2017 en tenant à préciser que le principe à respecter est «la préservation du marché national et les composantes de l'industrie locale».

Quant au respect des engagements commerciaux de l'Algérie avec ses partenaires commerciaux, M. Saci a soutenu que «l'Algérie est en train de préserver une industrie récente et ses équilibres financiers et ce, sans toucher à ses relations avec d'autres pays».

H. L.

Journée de l'enfant

«Un acquis national» selon Ghania Eddalia

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Ghania Eddalia, a estimé, samedi à Mostaganem, que la célébration de la Journée nationale de l'enfant, coïncidant avec le 15 juillet de chaque année, est un acquis national matérialisant la volonté politique du président de la république, M. Abdelaziz Bouteflika, d'asseoir les bases d'un Etat de droit et de justice à travers des réformes administratives, judiciaires, sociales et politiques.



Dans une allocution prononcée à l'ouverture d'une journée d'étude à l'occasion de la célébration, pour la première fois, de la Journée nationale de l'enfant, la ministre a rappelé que cet événement est stipulé par la loi n° 15/12 portant sur la protection de l'enfant du 15 juillet 2015, expliquant que les articles de cette loi s'adaptent aux engagements internationaux de l'Algérie relatifs aux droits de l'enfant et inspirés des valeurs de la société algérienne, de sa culture et ses préceptes religieux.

L'objectif de cette loi est d'annihiler toutes les basses et viles pratiques visant l'innocence des enfants et n'ayant aucune relation avec nos traditions et des prin-

cipes de l'Islam basés sur la tolérance, la solidarité entre personnes et toutes les composantes de la société.

Mme Ghania Eddalia a estimé qu'il est important d'instaurer et de renforcer au sein de la société les réflexes d'alerte et d'information sur toutes les atteintes visant les enfants. Ces réflexes doivent être instaurés en une véritable culture bien ancrée les membres de la société, a-t-elle indiqué.

Par ailleurs, la ministre a souligné que la nouvelle loi de l'enfant a donné un rôle prépondérant aux services du milieu ouvert pour refléter la voix de la société et garantir la protection de l'enfance par l'analyse des avis adressés par le délégué national de la protection de l'enfant et donne à

ces services la latitude de lancer des enquêtes, en étroite collaboration avec les juges des mineurs, les divers établissements et institutions pour prendre des mesures devant garantir la protection sociale et juridique à l'enfant en danger.

Par ailleurs, la ministre a réitéré la volonté de son secteur à renforcer les capacités des intervenants sociaux, à mettre à jour leurs connaissances et à leur permettre d'échanger leurs expériences.

Pour elle, cette démarche devra conférer une valeur ajoutée au travail du terrain en adoptant des moyens modernes de prise en charge pédagogique, en garantissant la qualité de gestion administrative et en élaborant des

projets institutionnels basés sur l'exploitation rationnelle des ressources. Mme Eddalia a souligné que les institutions futures de l'enfance sont appelées à garantir un climat propice à l'épanouissement de l'enfant et à son équilibre à travers le droit de participation au sein de la classe de son école, son droit à l'expression et à formuler son avis, son droit au divertissement, à l'information en toute sécurité et sans atteinte à sa personne psychologique ou corporelle.

Pour elle, cet effort national ne portera ses fruits qu'avec la contribution locale et le travail de proximité en tant que pierre angulaire pour assurer l'équilibre social demandé.

L. M.

Protection de l'enfant Le réseau Nada appelle à accélérer la promulgation des décrets exécutifs

Le président du réseau algérien de défense des droits de l'enfant Nada, Abderrahmane Arar, a appelé, samedi à Alger, à accélérer la promulgation des décrets exécutifs de la loi relative à la protection de l'enfant du 15 juillet 2015.

Lors d'une rencontre sur les droits des enfants organisée par Nada à l'occasion de la Journée nationale de l'enfant, célébrée le 15 juillet de chaque année, M. Arar a insisté sur la nécessité d'«accélérer la promulgation des décrets exécutifs de la loi relative à la protection de l'enfant pour consolider les mécanismes de la protection sociale de l'enfant stipulés par la loi, notamment ceux liés aux services du milieu ouvert et aux centres d'accueil d'enfants en danger ainsi que les enfants délinquants».

S'agissant de la prise en charge des enfants sur terrain, le responsable de Nada a mis l'accent sur l'importance de se concentrer sur l'intégration sociale et familiale des enfants en danger après une prise en charge psychique et sanitaire et ce, pour «éviter toute sorte de motivations menant à la délinquance».

Par ailleurs, M. Arar a souligné l'importance d'impliquer la société civile dans l'enrichissement et l'examen d'un avant-projet relatif à la modification de la loi des associations, rappelant les différentes modifications de cette dernière, notamment l'amendement effectué en 2012.

Sous le slogan «L'avenir est à nous», cette rencontre de sensibilisation ayant connu la participation d'environ 400 enfants relevant de plusieurs régions du pays accompagnés de leurs parents, et en présence de plusieurs représentants de divers secteurs et départements ministériels, a été marquée par l'animation de plusieurs activités artistiques dont des pièces théâtrales et des films, outre la distinction des enfants qui ont fait les meilleurs dessins.

T. K.

Enfants délinquants et en situation de danger

La loi allie la protection sociale et judiciaire

Le ministre de la Justice et garde des Sceaux, Tayeb Louh, a estimé, samedi, à l'occasion d'une rencontre à Mostaganem, que la loi sur la protection de l'enfant, promulguée en juillet 2015, lie entre la protection sociale et juridique des enfants délinquants et ceux en situation de danger.

Dans un message lu à sa place par la directrice des études au ministère de tutelle, Mme Ameur Fella, lors d'une journée d'étude à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'enfant, commémorée pour la première fois en Algérie sous le thème «La parole à l'enfant», le ministre de la Justice

a précisé que la loi de protection de l'enfant, promulguée en juillet 2015, est un cadre global de protection de l'enfant, qui allie entre la protection sociale et juridique des enfants délinquants et ceux en danger. La loi respecte les spécificités de chacune de ces catégories d'enfants, en facilitant la mission des instances spécialisées dans le monde des enfants, la mise en place de canaux de coordination, l'instauration de principes d'une nouvelle stratégie plaçant l'intérêt de l'enfant au-dessus de toute considération, a expliqué le ministre dans son message.

Tayeb Louh a, par ailleurs, ajouté que la loi de protection de

l'enfant a mis en place des règles et mécanismes puisés des fondamentaux de la culture et de la société algériennes, a inspiré ses articles des conventions internationales adoptées par l'Algérie et de la Constitution, fruit de nombreuses années de travail, de recherches, de consultations et d'expertise. Il a indiqué que sur le plan législatif, des dispositions concernant les mineurs ont été portées à la loi pénale, à la loi de procédures pénales, rappelant également les deux ordonnances relatives à la protection de l'enfance et à l'adolescence, la création d'institutions et services chargés de la protection de cette catégorie

vulnérable, outre les autres textes juridiques ciblant la protection des droits de l'enfant et interdisant son exploitation. Pour le ministre, l'évolution de la société a créé de nouveaux besoins concernant cette couche de la société. Il a également signalé les changements dans la législation nationale nécessitant sa révision, son enrichissement et son adaptation avec les mécanismes internationaux dans ce domaine.

Dans ce contexte, il a souligné que l'initiative prise par l'Etat visant à créer une instance nationale de protection et promotion des droits de l'enfant auprès du Premier ministre, présidée par un délégué

national, intervient pour combler le vide existant en la matière et répondre à la demande de la commission de droits de l'enfant des Nations unies.

Pour rappel, une journée d'étude, initiée par l'instance nationale de protection et promotion de l'enfant, en collaboration avec la wilaya de Mostaganem, a porté sur des communications sur les droits de l'enfant, sa participation dans la vie sociale et ce, en présence de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme et des membres d'associations locales à caractère social.

G. L.

Barrage de Beni Haroun

Campagne «pédagogique» pour faire barrage aux noyades

Quand le thermomètre voltige allégrement en cette période estivale, l'envie de se baigner devient pressante et tous les moyens sont bons pour braver l'interdit en «piquant une tête» même dans des plages non surveillées, les gueltas, les retenues d'eau et les barrages.



Meriem, la soixantaine, a affirmé à l'APS qu'une balade au barrage de Beni Haroun fait partie des moments d'évasion rafraîchissants qu'elle aime s'octroyer avec son conjoint et ses trois enfants, à chaque fois qu'une occasion se présente.

Résidant dans la wilaya de Constantine, au chef-lieu précisément, Meriem considère le barrage de Beni Haroun comme une «bouffée d'oxygène» pour la population locale qui y voit un endroit «privilegié», où il est possible de passer un bon moment de communion avec la nature et un panorama à couper le souffle.

«Comme toute ville de l'intérieur, Constantine n'offre pas beaucoup de possibilités à ses habitants durant l'été, à défaut de plage et de sable doré, nous nous rendons de temps à autre au barrage de Beni Haroun, en famille, pour décompresser et changer d'air, mais il n'est pas question de laisser mes enfants s'y baigner, par contre, c'est trop dangereux», estime-t-elle.

Une brigade composée d'agents de sécurité du barrage de Beni Haroun sillonne d'ailleurs quotidiennement le plan d'eau et les rives du barrage à l'aide d'embarcations afin de dissuader les jeunes de se baigner dans le barrage, jusqu'à la fin de l'été, a indiqué M. Lemanaâ.

En plus de débusquer les «indus baigneurs», cette brigade a aussi comme autres missions de lutter contre l'irrigation et les labours illicites, a souligné ce même responsable, faisant savoir que les membres de cette brigade interviennent pour mettre un terme aux faits reprochés et déposent plainte, le cas échéant, au niveau des unités de la Gendarmerie nationale des communes concernées.

G. L.

Cette situation contraint les responsables concernés, notamment l'Agence nationale des barrages et transferts (Anbt), à lancer des actions itératives pour mettre un terme au drame des noyades qui endeuillent, chaque année, de nombreuses familles.

Tout récemment, trois jeunes ont perdu la vie dans les eaux du barrage de Beni Haroun (wilaya de Mila) et ce, en dépit d'une vaste campagne «pédagogique» de sensibilisation et de prévention, lancée par l'Anbt, à partir du mois de juin, d'autant que cette agence déplore pas moins de 115 cas de noyade durant les cinq dernières années. L'été 2017 est ainsi placé sous le signe de la prévention et de la sensibilisation contre les dangers de la baignade dans les eaux des barrages, en particulier celui de Beni Haroun (Mila), a affirmé à l'APS, Azzedine Lemanaâ, directeur d'exploitation de cet ouvrage.

Etant le plus important barrage en Algérie avec 120 m de hauteur et une capacité théorique de 960 millions de m³, cet imposant ouvrage est aussi l'un des plus «meurtriers», à cause des nombreux jeunes qui s'aventurent à s'y baigner, sans mesurer les risques de noyade.

Selon ce même responsable, la campagne de sensibilisation qui bat son plein depuis le mois de juin dernier, se poursuivra jusqu'à la fin de l'été et vise particulièrement les jeunes par le biais de spots publicitaires, de distribution de dépliants, d'affichage dans les Maisons de jeunes, dans les cybercafés et les mosquées.

M. Lemanaâ a fait savoir, dans ce contexte, qu'une sortie un jour sur deux était organisée dans les villages avoisinants la retenue du barrage pour sensibiliser les jeunes sur les dangers des baignades dans les eaux du barrage, parce que, insiste-t-il, «on ne

peut pas les laisser livrés à eux-mêmes».

Il s'agit, a-t-il attesté, de prendre en charge les jeunes désœuvrés des 32 communes de la wilaya de Mila, en invitant, chaque weekend, ceux de deux ou trois communes, pour passer «une journée récréative» au niveau du barrage de Beni Haroun, en guise «d'alternative» à l'interdiction de se baigner dans les eaux du barrage.

Les jeunes des communes de Constantine, limitrophes du barrage de Beni Haroun, notamment celles de Messaoud Boudjriou et Beni Hamidène, sont également concernés par ce programme spécial, visant à empêcher, assure M. Lemanaâ, les jeunes de se baigner dans le barrage en mettant leur vie en péril.

Des sorties encadrées pour une meilleure prévention

Au menu de ces sorties, des randonnées pédestres, grâce auxquelles les jeunes invités

découvrent la faune et la flore, des barbecues, des jeux de chasse au trésor, des moments de convivialité accompagnés au rythme de la derbouka, détaille le directeur du barrage de Beni Haroun.

Outre ces sorties «encadrées» par les organisateurs, des jeunes viennent aussi au barrage de Beni Haroun dans le cadre de voyages organisés, révèle cette même source, par le biais d'associations de Mila et de Constantine.

Parallèlement aux sorties éducatives et de loisirs organisées au profit des jeunes des communes de Mila et Constantine, un programme régulier destiné aux familles est également mis au point par les responsables du barrage de Beni Haroun en collaboration avec des associations qui concoctent des sorties pour les jeunes accompagnés de leurs familles. Retraîtée de l'enseignement depuis quelques années,

Protection de l'environnement

Action de sensibilisation au lac de Sidi M'hamed Benali

Le lac de Sidi M'hamed Benali de Sidi Bel Abbès abrité, samedi, une manifestation de sensibilisation sur la protection de l'environnement et les dangers de baignade dans des sites non autorisés.

L'action, menée avec la participation d'associations locales et de plusieurs intervenants comme la Protection civile, la Sûreté de wilaya et les Scouts musulmans algériens (SMA), vise à sensibiliser sur l'importance de l'hygiène du milieu, les dangers de la baignade dans des sites interdits et les drames de la route dont le nombre est en croissance durant la saison estivale, a souligné Kheira Saâdi, chef du bureau de wilaya de l'association nationale Baraka d'aide aux personnes handicapées, initiatrice de l'événement.

Cette manifestation vient renouveler l'appel, depuis le début de la saison estivale, des services de la Protection civile aux citoyens, les sensibilisant sur les dangers de la baignade dans des sites non autorisés. Les services de la

Protection civile ont enregistré six morts par noyade dans la wilaya de Sidi Bel Abbès. Cette campagne intervient en exécution du programme de sensibilisation sur la baignade interdite dans les plans d'eau et sur les risques d'accidents de la route. Les services de la Protection civile procèdent, en collaboration avec la direction du tourisme, les Scouts musulmans algériens et les services de la Sûreté de wilaya, à la distribution de dépliants appelant à la sécurité des usagers de la route empruntant, notamment la direction des plages. Par ailleurs, une campagne de nettoyage a été organisée au niveau du lac Sidi M'hamed Benali, un site touristique par excellence, très fréquenté par les familles de Sidi Bel Abbès, notamment durant l'été. Une activité similaire sera organisée le 24 juillet courant dans la wilaya de Aïn Témouchent, à la plage de Béni Saf.

H. L.

Ils sont issus de familles nécessiteuses 5 900 enfants bénéficient de séjours dans les wilayas côtières

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, a souligné, samedi à Mostaganem, que 5 900 enfants, issus de familles nécessiteuses ont bénéficié de séjours de solidarité dans les wilayas côtières. La ministre a procédé au lancement d'un séjour de solidarité au centre psychopédagogique des enfants déficients mentaux à Mazaghran où elle a souligné que 5 900 enfants issus de familles nécessiteuses et des orphelins de 20 wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux bénéficieront de séjours durant les vacances d'été dans l'une des 14 wilayas côtières. Elle a ajouté que la wilaya de Mostaganem accueillera 300 enfants des wilayas du Sud et des Hauts-plateaux en deux sessions et ce, jusqu'au 11 août prochain, soulignant que Mostaganem est prête à accueillir 400 enfants dans le cadre de cette opération de solidarité. La ministre a souligné que trois wilayas ont été intégrées à cet élan de solidarité par rapport à l'année dernière. Il s'agit de Souk Ahras, Khenchela et Tébessa. A cette occasion, Ghania Eddalia a appelé les encadreurs de ces séjours à améliorer les conditions d'accueil et de prise en charge des enfants. Par ailleurs, la ministre a inspecté plusieurs structures relevant de son secteur à l'instar du centre spécialisé de rééducation de mineurs, l'établissement de l'enfance assistée, le centre d'accueil des personnes âgées de Sayada. Auparavant, elle a présidé l'ouverture d'une journée d'étude à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'enfant, commémorée pour la première fois en Algérie sous le slogan «La Parole à l'enfant», rappelle-t-on.

H. M.



Adrar

Vif engouement pour le nouveau Souk hebdomadaire d'Ougrout



Le souk (marché) hebdomadaire de la commune d'Ougrout, dans la wilaya déléguée de Timimoune (200 km Nord d'Adrar), connaît un vif engouement des citoyens, bien que de récente création, depuis moins d'un mois.

Ce rush hebdomadaire sur ce Souk du jeudi, reflète l'attente de la population locale de ce types d'espaces commerciaux, ou les familles défavorisées trouvent un endroit idéal pour se procurer des produits nécessaires et dénicher des articles à des prix pour le moins à la portée de tout le monde, a expliqué un des visiteurs de ce marché.

Si Ahmed, habitant d'un des ksour proches de la commune d'Ougrout, a salué

l'ouverture, à l'initiative de la population locale, de ce marché pour s'approvisionner en produits nécessaires et proposer des articles, même de vieux objets, à la vente.

«Cet espace promet un développement des échanges commerciaux dans un cadre organisé et contrôlé, avec le concours des parties concernées», a-t-il soutenu.

Abdelkrim, un jeune d'Ougrout a lui aussi salué l'initiative qui, dit-il, lui ouvre de larges perspectives dans la pratique commerciale, notamment de petites activités lucratives telles la vente de pigeons, de lapins, de produits dattiers et d'épices pour s'assurer des rentrées d'argent et lui procure une occupation que le tient loin de la délinquance.

Implanté à l'esplanade des expositions à Tiberghamine, le Souk renferme plusieurs ailes dédiées au commerce des fruits et légumes, d'oiseaux et d'animaux domestiques, de denrées alimentaires "faits maison", d'effets vestimentaires traditionnels,

des produits de literie, à la vente de bétail et même de véhicules d'occasion.

De création toute récente, ce marché hebdomadaire n'a depuis cessé de gagner du terrain et de s'imposer parmi les régions d'Adrar attirant de plus en plus de visiteurs venant de différentes zones du Gourara faire leurs emplettes, sous l'œil vigilant des services de la sûreté qui, par souci de faire respecter l'ordre, procèdent à l'organisation du mouvement de la circulation routière et piétonne induit par la forte affluence sur ce Souk.

La wilaya d'Adrar accuse, à l'instar d'autres régions du pays, un déficit en marchés hebdomadaires, notamment dans les régions du Touat, du Tidikelt et de la wilaya déléguée frontalière de Bordj Badji Mokhtar, dont les populations, notamment celles à revenus modestes, aspirent à l'aménagement de pareils espaces ou sont pratiqués relativement des prix abordables.

H. L.

Formation professionnelle à El Tarf

Une vingtaine de nouvelles spécialités proposée à partir de septembre prochain

Dix sept nouvelles spécialités, entre diplômantes et qualifiantes, seront introduites, à El Tarf, à la nouvelle rentrée professionnelle, session septembre 2017, a indiqué, samedi, le directeur local de la formation professionnelle.

Treize (13) nouvelles spécialités pour la filière diplômante sont proposées a précisé M. Abdelwahab Hadji, détaillant que le secteur de la formation professionnelle introduira entre autres, une formation en plantes médicinales, dans le montage de panneaux solaires et photovoltaïques, le dessin d'études/béton armé, la réparation de portables fixes et mobiles ainsi que des formations en entretien de véhicules légers, et le ramonage et matelotage de filets de pêche, de géomètre topographe et dans la maintenance d'engins.

La même source a indiqué que la filière diplômante propose pour la prochaine ren-

trée 315 postes pédagogiques détaillant que les inscriptions, sont ouvertes depuis le 9 juillet dernier et se poursuivront jusqu'au 16 septembre prochain à El Tarf.

M. Hadji a souligné qu'un total de 4.975 nouveaux postes pédagogiques est prévu avec une augmentation de plus de 1100 postes comparativement à la rentrée précédente.

S'agissant de la formation qualifiante, le secteur propose pour cette prochaine rentrée 985 postes totalisant 30 spécialités, parmi lesquelles quatre (4) nouvelles ciblant l'entretien de jardins et autres circuits de promenade, la greffe des arbres fruitiers ainsi que la gestion de ruches et l'héliciculture.

L'offre dans ce domaine porte également sur 285 nouveaux postes au profit de la femme rurale, 80 autres pour les détenus des trois établissements pénitentiaires d'El

Tarf et 190 autres pour les agriculteurs et leurs enfants, a-t-on affirmé de même source.

La formation en hôtellerie et tourisme demeure les branches les plus prisées avec 650 postes dans cette wilaya à vocation touristique par excellence, a-t-on indiqué en rappelant, par ailleurs, que le secteur de la formation professionnelle d'El Tarf a enregistré, durant le mois de juin dernier, la sortie d'une promotion de 2.359 stagiaires. Le secteur de la formation professionnelle à El Tarf compte seize (16) établissements de formation dont trois (3) instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle (INSFP), trois (3) annexes et un (1) centre de formation professionnelle et apprentissage (CFPA), d'une capacité théorique globale de 4.075 postes pédagogiques et 680 lits.

H. L.

Lotissements sociaux à M'sila

1,5 milliard de dinars pour des opérations de viabilisation

■ Une enveloppe financière estimée à 1,5 milliard de dinars a été allouée pour le financement des opérations de viabilisation de 79 lotissements sociaux, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya.

La même source a précisé que l'enveloppe mobilisée est un montage financier entre le fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales (1,1 milliard de dinars) et la wilaya (450 millions de dinars), soulignant que les lotissements concernés totalisent 17 000 lots de terrains et sont répartis sur les 47 communes que comptent la capitale du Hodna.

Les services de la wilaya ont également indiqué que ces lotissements ont été créés au cours des douze derniers mois dans le cadre des orientations du ministère de l'Intérieur et des Collectives locales portant encouragement de la construction individuelle.

Quarante huit (48) lotissements regroupant 10 000 lots sont actuellement en phase d'étude, selon la même source qui a précisé que cette opération visant la valorisation du foncier contribuera à répondre aux demandes de logement dans toute ses formules.

Les services de la wilaya ont également indiqué que les demandeurs de lots de terrain dans le chef lieu de wilaya seront orientés vers la commune limitrophe d'Ouled Mansour et ce faute de non disponibilité du foncier au niveau de la capitale du Hodna.

Guelma

Distribution prochaine de 400 logements publics locatifs

■ Un quota de 3 451 logements publics locatifs (LPL), dont les travaux de réalisation ont été entièrement achevés, sera attribué «au cours des prochains mois» de l'année en cours, a-t-on appris samedi auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI).

Un lot de 608 LPL sera attribué dans «les prochains jours» à travers plusieurs communes de la wilaya, selon les explications fournies par le représentant de l'OPGI au cours des travaux de la 2ème session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

La distribution des logements restants sera effective dès achèvement des travaux d'aménagement extérieur ainsi que ceux liés au raccordement aux réseaux et voiries divers (VRD), a indiqué la même source, soulignant que les travaux avancent à «un rythme soutenu» ce qui permettra, a-t-il dit, d'attribuer un grand nombre de logements au cours des mois à venir.

La wilaya de Guelma a bénéficié d'un programme de réalisation de 11.000 unités de logements publics locatifs (LPL) dans le cadre du plan quinquennal 2010-2014, a-t-on indiqué, notant que jusqu'à la fin du premier semestre de l'année en cours, 4 614 logements de cette formule ont été achevés, alors que 6 276 autres sont en cours de réalisation.

Les travaux de réalisation de 110 LPL d'un programme inscrit en 2013, n'ont pas été encore lancés, a-t-on noté de même source.

G. T.

CONFLITS ►►

Syrie

L'armée s'empare de puits de pétrole au sud de Rakka

L'armée syrienne s'est emparée samedi avec le soutien aérien de la Russie de puits de pétrole dans le sud-ouest de la province de Rakka aux dépens des combattants de l'Etat islamique (EI), qui se battent pour conserver leurs derniers réduits en Syrie.



Selon une source militaire citée par la chaîne de télévision Ikhbariyah, contrôlée par Damas, les forces gouvernementales ont capturé les gisements de Wahab, al Fahd, Dbaysan, al Kassir, Abou al Katat et Abou Katch et plusieurs villages de cette région désertique.

Ces puits de pétrole se situent au sud de la ville de Rasafa et de ses gisements, dont l'armée a pris le contrôle en juin. L'armée syrienne et ses milices supplétives fournies par l'Iran progressent depuis plusieurs mois à l'est

de la ville d'Alep, s'emparant de vastes pans de territoires sur la rive ouest de l'Euphrate que les djihadistes ont abandonnés pour défendre leur «capitale» en Syrie, Rakka, où ils sont assiégés par des milices arabo-kurdes appuyées par les Etats-Unis.

Damas contrôle désormais un territoire s'étirant des parties orientales des provinces de Hama et Homs aux franges des provinces de Rakka et Daïr az Zour, relève l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

Selon l'organisation, qui

rend compte quotidiennement du conflit syrien grâce à un réseau d'informateurs sur le terrain, l'aviation russe a intensifié ses frappes sur plusieurs localités tenues par l'EI dans la région, dont Oukairbat, déjà visée à la fin mai par des missiles de croisière russes tirés de bâtiments en Méditerranée.

Les forces gouvernementales ont également annoncé ces derniers jours un gain territorial important dans le désert au nord-est de Palmyre, avec la capture du champ gazier de Haïl, qui les

place à seulement 18 km de Soukhna. Le prochain objectif de l'armée syrienne est de reprendre cette ville, verrou commandant l'accès à la province orientale de Daïr az Zour, frontalière avec l'Irak, et qui sera probablement le dernier refuge de l'EI en cas de chute de Rakka. De violents affrontements se poursuivent cependant à proximité de Haïl et d'un autre gisement gazier, Arak, pris par l'armée le mois dernier, selon l'Osdh et les sites djihadistes.

AFP

L'Iran veut que tout accord sur la Syrie respecte l'intégrité du pays

Tout accord sur la Syrie devrait respecter l'intégrité de ce pays, a déclaré Ali Shamkhani, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale de l'Iran, samedi à Téhéran, a rapporté Press TV.

Il a fait ces remarques lors d'une rencontre avec l'envoyé spécial de la Russie pour la Syrie, Alexander Lavrentiev, affirmant que tout accord devrait respecter un «principe immuable», c'est-à-dire qu'il «ne devrait pas préparer le terrain pour la désintégration de la Syrie».

Toutes les parties impliquées dans les pourparlers syriens doivent respecter la

souveraineté nationale du pays, a-t-il souligné. Le responsable iranien a averti qu'Israël et ses alliés sont en train de saper la souveraineté du gouvernement légitime syrien. Il a décrit comme «inacceptables» les agissements de certains groupes «terroristes» qui profitent des pourparlers politiques et du cessez-le-feu pour rétablir leur pouvoir.

M. Lavrentiev a déclaré que l'Iran, la Russie et la Syrie jouent un rôle déterminant dans la lutte contre le terrorisme.

L'Iran et la Russie sont devenus des alliés régionaux solides de la Syrie dans le

conflit de ce pays. L'Iran poursuivra sa mission de soutien militaire consultatif à la Syrie pour l'aider à affronter le terrorisme, a déclaré le 10 juillet le président de la Commission parlementaire sur la Sécurité nationale et la Politique étrangère d'Iran, selon l'agence de presse Tasnim.

A la différence de certains autres pays, la République islamique ne distingue pas de «bons» et de «mauvais» terroristes, et est «sérieuse et déterminée» dans sa lutte contre le terrorisme en Syrie, a déclaré Alaeddin Boroujerdi à Tasnim.

G. B.

Iran

Deux ouvriers tués dans une attaque contre une zone frontalière

Deux ouvriers ont été tués samedi dans une attaque contre une zone frontalière entre l'Iran et le Pakistan, dans la province de Sistan-Balouchistan, selon un communiqué des Gardiens de la Révolution, l'armée d'élite du pays qui affirme qu'un «terroriste» a été abattu.

«Un groupe terroriste lié aux services de renseignements étrangers a lancé samedi après-

midi une attaque contre la frontière depuis le territoire pakistanais dans la région de Saravan», affirme le communiqué publié samedi soir.

Les forces des Gardiens de la révolution ont répliqué «tuant un terroriste et en blessant deux autres», affirme le texte qui ajoute que «deux ouvriers locaux ont également été tués dans l'attaque».

Fin avril, 10 gardes-frontières

iraniens avaient été tués dans la région de Mirjaveh également située dans la province du Sistan-Balouchistan (sud-est).

A l'époque déjà, les autorités iraniennes avaient affirmé que des rebelles avaient mené l'attaque depuis le territoire pakistanais.

Le président Hassan Rohani avait écrit une lettre au Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif pour demander l'interven-

tion des forces armées pakistanaises pour faire cesser ces attaques.

Selon les médias iraniens, des djihadistes membres du groupe extrémiste Jaïsh al-Adl sont à l'origine de ces opérations armées dans la province du Sistan-Balouchistan. Téhéran accuse ce groupe d'être lié à Al Qaïda et de s'infiltrer en Iran depuis le Pakistan.

Le 19 juin dernier, les

Gardiens de la révolution avaient affirmé avoir tué le chef et quatre membres du groupe Ansar al-Forgan, un autre groupe terroriste selon Téhéran, dans une opération à la frontière.

L'Iran, dont la population est à plus de 90% chiite, compte aussi des minorités sunnites dans certaines provinces frontalières, notamment au Kurdistan (nord-ouest), au Sistan-Balouchistan et au Khouzistan (sud-ouest).

Palestine

L'Esplanade des Mosquées ouverte par les autorités d'occupation israéliennes

L'accès à l'Esplanade des Mosquées à El-Qods, interdit depuis vendredi aux fidèles par les autorités d'occupation israéliennes, a été autorisé hier, ont rapporté des médias.

L'occupant israélien avait fermé vendredi l'esplanade sur laquelle se trouvent notamment la mosquée Al-Aqsa et le Dôme du Rocher, interdisant aux fidèles d'y prier. Cette décision est une première depuis 1969.

Le gouvernement d'union nationale palestinien s'est déclaré samedi «profondément préoccupé» par la fermeture par l'occupant israélien de l'Esplanade des Mosquées dans la ville d'El-Qods occupée.

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a mis en garde vendredi contre une flambée de violence entre Israéliens et Palestiniens, après une attaque israélienne survenue dans le complexe de la mosquée Al-Aqsa à El-Qods-Est occupée.

En outre, l'Organisation de la coopération islamique (OCI) a vigoureusement condamné samedi la fermeture par l'occupant israélien de l'Esplanade des mosquées à El-Qods occupée, y voyant un «crime» contre les Lieux Saints.

Par ailleurs, un Palestinien a été tué par les forces d'occupation israéliennes à Nabi Salah, en Cisjordanie, selon des médias. Selon ces sources, il s'agit de Amar Halil, 34 ans, tué alors que la police israélienne entourait la maison dans laquelle il se trouvait à Nabi Salah. Un autre Palestinien a été blessé.

Vendredi, un Palestinien de 18 ans a été tué par les soldats israéliens dans un camp de réfugiés en Cisjordanie occupée, selon le ministère palestinien de la Santé.

Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a mis en garde vendredi contre une flambée de violence entre Israéliens et Palestiniens, après une attaque israélienne survenue dans le complexe de la mosquée Al-Aqsa à El-Qods-Est occupée. G. L.

Sénégal

Huit morts dans des bagarres et mouvements de foule dans un stade

Huit personnes sont mortes samedi soir à Dakar, dans un mouvement de foule survenu à la suite d'échauffourées entre supporters dans le stade où se déroulait la finale de la Coupe de la Ligue sénégalaise de football.



Une jeune fille figure parmi les victimes, a indiqué le ministre des Sports, Matar Ba, à l'AFP. Au moins 60 personnes ont été blessées dans la bousculade et ont été évacuées vers des hôpitaux de la capitale sénégalaise, a ajouté le ministre, qui a promis de «prendre des mesures fortes pour qu'un tel événement ne se reproduise jamais au Sénégal».

De nombreux camions de pompiers, ainsi que des ambulances, restaient déployés autour du stade tard dans la nuit de samedi pour prendre en charge des victimes. Le stade Demba-Diop était plein à craquer de spectateurs venus soutenir les deux équipes locales, US Ouakam et le Stade de Mbour, pour cette finale très attendue.

Lors de la période de prolongation, alors que le score était de 2 buts à 1 en faveur du Stade de Mbour, des supporters de US Ouakam ont commencé à

lancer des pierres sur des fans de Stade de Mbour, causant le départ précipité de spectateurs, a constaté un journaliste de l'AFP.

Un mur s'effondre

La police a utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser les supporters, qui avaient envahi la pelouse, tandis qu'une partie du mur soutenant des gradins où se trouvaient des aficionados des deux camps s'effondrait. La foule a alors été prise de panique et des personnes ont été écrasées dans le mouvement, conduisant au drame. «Quand le mur est tombé (...) tous les gens ont pleuré (...) On savait pertinemment qu'il y a des nôtres qui ont perdu la vie parce que le mur est tombé directement sur des gens», a rapporté Cheikh Maba Diop, qui a aidé à évacuer des victimes du stade et a perdu un ami dans la tragédie.

Un autre supporter, Mara Dié Diouf,

regrettait qu'on ait organisé cette finale «dans un tel stade, où il n'y a pas assez de sécurité». «Une finale, ça se prépare (...) Après qu'est-ce que vous allez dire aux victimes. Que voilà, le stade, c'était rempli ? Non, non, non», a-t-il déploré. Selon lui, la police s'est retirée d'une zone séparant des supporters des deux équipes lorsque des projectiles ont commencé à voler, entraînant des mouvements de foule chez les spectateurs incapables de se défendre.

La campagne pour les élections législatives du 30 juillet a été suspendue dimanche, en hommage aux victimes, a fait savoir un porte-parole du président Macky Sall. Le Sénégal a été fortement critiqué cette année pour ses antécédents sécuritaires lors de grands événements, notamment après la mort de dizaines de personnes lors d'une manifestation religieuse en avril.

AFP

Somalie

L'ONU préoccupée par le chômage chez les jeunes

Le représentant de l'ONU en Somalie a déclaré samedi que le chômage chez les jeunes était alarmant, et a exhorté les autorités à fournir une formation professionnelle et technique aux jeunes du pays de la Corne de l'Afrique.

Le représentant spécial des Nations Unies du secrétaire général de l'ONU (SRSG) pour la Somalie, Michael Keating, a déclaré que l'investissement dans les compétences des jeunes est un investissement dans le présent et l'avenir de la Somalie.

«Le chômage chez les jeunes somaliens est à un niveau élevé alarmant. Les faibles niveaux d'éducation et l'accès limité aux compétences techniques et aux possibilités de formation professionnelle sont un véritable problème avec des implications sérieusement négatives», a déclaré M. Keating dans un communiqué publié à Mogadiscio pour marquer la Journée mondiale des compétences des jeunes.

Selon les dernières estimations de l'Organisation internationale du Travail (OIT), la Somalie enregistre l'un des taux de chômage les plus élevés au monde, avec seulement 33% de ses jeunes employés.

M. Keating a déclaré que l'une des principales raisons du chômage chez les jeunes est l'inadéquation entre les compétences que les jeunes peuvent offrir et celles qui sont demandées par les employeurs.

«Cette inadéquation affecte non seulement l'économie, mais entrave également la transition vers une Somalie plus équitable, paisible, prospère et inclusive», a déclaré l'envoyé de l'ONU. Il a déclaré que les ressources sont très limitées, donc le défi est énorme, prévenant que l'incapacité de l'aborder marginaliserait les jeunes, ce qui les rendrait plus vulnérables à l'exploitation et à la radicalisation.

Avec une éducation améliorée, les

compétences pertinentes et l'accès aux décents, les jeunes somaliens peuvent aider à accélérer les progrès dans le cadre de l'Agenda 2030, favorisant un environnement prospère, durable et équitable pour tous.

L'ONU investit actuellement 17,5 millions de dollars dans des programmes qui offrent une formation professionnelle et technique aux jeunes somaliens, en leur dotant des compétences nécessaires dans des secteurs tels que la santé, la construction, l'ingénierie mécanique, l'agriculture et la pêche, ainsi que l'entrepreneuriat.

«Ces programmes sont un investissement formidable et extrêmement précieux, mais ne peuvent pas faire face à la demande énorme en Somalie», a déclaré M. Keating et a exhorté la Somalie et ses partenaires à investir davantage dans la formation technique et professionnelle des jeunes.

G. L.

Nigéria

Les inondations pourraient réduire la production agricole

Les inondations dans de nombreuses régions du Nigéria risquent de déboucher sur une mauvaise production agricole en 2017, a averti samedi un haut fonctionnaire de l'Agence météorologique nigérienne (NiMet). Plus d'Etats seraient affectés par les inondations avec la poursuite de la saison des pluies, a affirmé Sani Mashi, directeur général de l'agence, à des journalistes à Abuja, capitale de la nation.

Il a déclaré que peu de cultures pourraient supporter une quantité excessive d'eau, ajoutant que certaines cultures pourraient être complètement détruites, si elles étaient submergées pendant une longue période. L'agence a également prévu qu'il y aurait une période sèche vers la fin de la saison de croissance quand il n'y aurait plus de précipitations.

Le directeur a déclaré que les précipitations devraient durer une longue période, qui ont commencé tard cette année.

Les inondations sont un problème environnemental commun au Nigéria, pays le plus peuplé d'Afrique. Il y a six semaines, l'agence avait émis une alerte sur les inondations à Lagos, dans d'autres villes côtières et dans certains Etats du pays.

Lagos, centre économique du Nigéria, lutte contre les inondations depuis la semaine dernière suite aux précipitations torrentielles. Des maisons et bureaux ont été inondés. La police locale a dû fermer temporairement certaines routes, en raison de la menace d'inondation. 30 des 36 Etats du pays ont connu de fortes inondations et environ 7 millions de personnes ont été touchées cette année jusqu'ici, selon l'Agence nationale de gestion des urgences. En 2012, plus de 363 personnes ont été tuées et plus de 2,1 millions d'autres déplacées par des inondations, considérées comme étant les pires dans le pays depuis plus de 40 ans.

R. K.

RDC

11 gardes et une journaliste américaine enlevés

Onze gardes d'une réserve animale et une journaliste américaine ont été enlevés par des miliciens dans le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), a indiqué samedi un responsable local.

«Onze écogardes et une journaliste américaine qui travaillent pour la Réserve de faune à Okapis (RFO) ont été enlevés vendredi par des Mai-Mai Simba», a déclaré l'administrateur du territoire de Mambasa (province de l'Ituri), Alfred Bongwalanga.

«Onze de nos gardes parc de la RFO et une journaliste américaine manquent à l'appel, mais deux Britanniques et cinq autres gardiens ont réussi à s'échapper lors de l'attaque des Mai-Mai Simba», a déclaré un responsable de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) cité par des médias.

«Nous avons saisi l'armée et tous les services concernés. L'administrateur du territoire est aussi instruit pour que toutes les précisions nous soient données avant de nous prononcer sur ce sujet sensible», a déclaré pour sa part Pacifique Keta, vice-gouverneur de la province de l'Ituri, citée par l'AFP.

Les Mai-Mai sont des groupes «d'autodéfense» constitués sur une base essentiellement ethnique. Pendant la deuxième guerre du Congo (1998-2003), nombre de ces groupes ont été armés par le pouvoir pour combattre les envahisseurs ougandais ou rwandais. Certains n'ont jamais désarmé.

«La réserve de faune à Okapis abrite de nombreuses espèces endémiques et menacées, dont un sixième de la population existante d'okapis (qu'on ne trouve qu'en RDC, NDLR). La Réserve protège un cinquième de la forêt d'Ituri», peut-on lire sur le site internet de RFO. Le 24 juin 2012, les Mai-Mai Simba avaient été accusés d'avoir tué 15 okapis qui vivaient dans la réserve depuis 1987.

Riche en or, l'Ituri a été le théâtre de violences intercommunautaires attisées par des milices pendant la deuxième guerre du Congo (1998-2003), à laquelle a mis fin l'intervention militaire Artémis de soldats de l'Union européenne.

L'Est congolais, constellé de groupes armés nationaux et étrangers, est déchiré par plus de vingt ans de conflits armés, alimentés par des différends ethniques et fonciers, la concurrence pour le contrôle des ressources minières de la région et des rivalités entre puissances régionales.

T. K.

Etats-Unis/Chine

La brève idylle semble terminée

Lorsque Donald Trump accueille en avril Xi Jinping en Floride, ils scellent un «plan d'action de 100 jours» pour resserrer les liens économiques des deux premières puissances mondiales. Trois mois après, la brève idylle semble terminée.

Le président américain ne tarit pourtant pas d'éloges sur son homologue chinois: un «ami» pour qui il a «le plus grand respect, un «grand dirigeant», un «homme plein de talent», a-t-il proclamé jeudi à Paris, au côté du président français Emmanuel Macron.

À Pékin également, le ministère des Affaires étrangères s'est félicité cette semaine que «depuis la rencontre des deux dirigeants à Mar-a-Lago (en Floride) la coopération économique entre la Chine et les Etats-Unis ait progressé». Le porte-parole Geng Shuang a loué l'esprit de «consensus» de MM. Xi et Trump qui a permis de «favoriser le plan d'action de 100 jours». Pour Evans Revere, de la Brookings Institution à Washington, «les deux (pays) semblent partager l'idée que le plan à 100 jours est sur les rails». Jake Parker, vice-président du US-China Business Council de Pékin, trouve aussi que «les résultats du plan de 100 jours sont des premiers signaux positifs pour traiter du fond de la relation commerciale Etats-Unis/Chine». Mais «il reste beaucoup à faire pour régler les questions structurelles, telles que les restrictions aux investissements étrangers», déplore-t-il auprès de l'AFP.

Epouvantail chinois

Durant sa campagne, Donald Trump avait fait de Pékin un épouvantail en dénonçant ses pratiques commerciales déloyales et en l'accusant de manipuler sa monnaie.

Depuis qu'il est président, il a fait volte-face sur la question monétaire et annoncé en mai un accord avec la Chine pour qu'elle achète du boeuf et du gaz aux Etats-Unis, dans l'espoir de réduire un déficit commercial abyssal de 347 milliards de dollars en 2016. Ces premiers effets du «plan d'action de 100 jours» devraient être au cœur d'un forum de «dialogue économique Chine/Etats-Unis», le 19 juillet à Washington, piloté par les secrétaires américains au Trésor et au Commerce, Steven Mnuchin et Wilbur Ross, et le vice Premier ministre chinois Wang Yang.

Mais sur d'autres dossiers qui fâchent - Corée du Nord, mer de Chine méridionale, Taïwan et droits de l'homme - les clignotants sont repassés au rouge et les deux mastodontes «sont très éloignés l'un de l'autre», estime M. Revere.



Les Etats-Unis reprochent à la Chine de ne pas assez faire pression sur la Corée du Nord, notamment en demeurant son principal partenaire commercial, leurs échanges ayant encore augmenté de 10,5% au premier semestre. Et le lancement par Pyongyang le 4 juillet d'un missile intercontinental a ravivé les frictions sino-américaines: Donald Trump a réaffirmé jeudi à Paris que Pékin «pourrait en faire un peu plus». La Chine rétorque que les Etats-Unis doivent cesser leurs manoeuvres militaires avec la Corée du Sud.

«Patience évanouie»

«La patience des Etats-Unis à l'égard de la Chine s'évanouit, en particulier le fait de compter sur Pékin» pour la Corée du Nord, explique à l'AFP M. Revere. L'expert de la

Brookings en veut pour preuve les sanctions américaines prises début juillet contre une banque chinoise, Bank of Dandong, accusée d'avoir favorisé des transactions au profit d'entreprises liées au programme de missiles balistiques nord-coréens. Dans ce contexte, le survol début juillet d'un avion militaire américain au-dessus de la mer de Chine méridionale et le passage d'un navire de guerre des Etats-Unis près d'une île contrôlée par Pékin ont également ravivé les tensions. La Chine a dénoncé une «grave provocation militaire et politique». Washington a aussi donné son vert ce mois-ci à la vente pour 1,3 milliard de dollars d'armes à Taïwan, une île de facto indépendante mais que la Chine communiste n'a pas renoncé à reconquérir. La diplomatie chinoise a réaffirmé cette semaine

que des «facteurs négatifs» assombrissent la relation sino-américaine. Sur les droits de l'homme - alors que l'administration Trump semblait ne pas en faire une priorité comme sous l'ère Obama - le département d'Etat multiplie les déclarations outragées contre Pékin: qu'il s'agisse du respect des libertés à Hong Kong, de la répression contre des avocats ou de la mort en détention du lauréat du prix Nobel de la paix Liu Xiaobo. Certes, concède M. Revere, le président américain continue de «couvrir d'éloges» son homologue chinois, mais c'est pour «laisser la porte ouverte en cas de changement d'attitude» de Pékin à l'égard de Pyongyang et «tenter de préserver la relation américano-chinoise». «La naïveté, en quelque sorte, de l'administration Trump, c'est terminée», constate-t-il. **AFP**

Après le faste à Paris, retour à la réalité à Washington pour Trump

■ Après deux jours de pompe et de faste à Paris, le président américain Donald Trump replonge ce week-end dans la réalité du tourbillon de l'affaire de l'ingérence russe qui empoisonne son mandat.

Reçu jeudi et vendredi par son homologue français Emmanuel Macron, invité d'honneur du défilé du 14 juillet, le président des Etats-Unis n'a pas boudé son plaisir en s'offrant 30 heures de répit dans la «Ville Lumière», loin du «marais» de Washington.

«Merci la France», a tweeté le milliardaire, avec une vidéo des meilleurs moments de sa visite en compagnie de son épouse Melania, le couple ayant été invité à dîner à la Tour Eiffel par Emmanuel et Brigitte Macron.

«Ce fut un grand honneur de représenter les Etats-Unis à ce magnifique défilé (du 14 juillet). Félicitations au président Emmanuel Macron !», a écrit sur Twitter le locataire de la Maison-Blanche, visiblement séduit par la solennité de la fête nationale française.

Le *Washington Post* et le *New York Times* ont affiché en une de larges photos du défilé militaire sur les Champs Elysées et de MM. Macron et Trump aux Invalides à Paris. Loin de la tempête qui souffle à Washington.

Toute la semaine, c'est le fils aîné Trump, Donald Jr., qui a été propulsé en premier ligne du scandale des collusions supposées entre Moscou et l'équipe de son père. L'affaire, explosive, menace de happer à son tour le gendre du président, Jared Kushner, confident et conseiller de l'ombre à la Maison Blanche.

«La catastrophe Obamacare»

Dernier rebondissement en date, un lobbyiste russo-américain a confirmé vendredi à des médias américains avoir participé à une rencontre en juin 2016 entre MM. Trump Jr. et Kushner avec une avocate russe qu'ils croyaient en possession

d'informations compromettantes sur Hillary Clinton.

À la veille des grandes émissions du dimanche matin sur les télévisions américaines, où doit s'exprimer un avocat de Donald Trump, Jay Sekulow, le président a encore tweeté samedi que «la Bourse avait atteint un nouveau sommet hier (vendredi) malgré le canular russe».

Il a dans la foulée annoncé la nomination d'un ancien procureur fédéral au poste de conseiller juridique spécial à la Maison Blanche. L'homme d'affaires s'est offert aussi un bol d'air vendredi et samedi sur l'un de ses parcours de golf dans le New Jersey, coiffé de sa casquette rouge frappée de son slogan «Rendre sa grandeur à l'Amérique», pour assister, avec Melania Trump, à l'US Open de golf féminin.

En dépit de voix d'élus républicains inquiètes et critiques de l'impact politique potentiellement dévastateur de l'affaire

russe, l'occupant de la Maison-Blanche garde le soutien du gros des parlementaires majoritaires au Congrès.

L'une des priorités de Donald Trump est l'adoption d'une réforme du système de santé pour remplacer Obamacare. Dans son message hebdomadaire samedi, le président a réaffirmé que le Sénat «allait voter la semaine prochaine une législation pour sauver les Américains de la catastrophe Obamacare». Mais ce projet républicain d'abrogation partielle de la loi démocrate de 2010 ne tient qu'à un fil au Sénat, où deux républicains ont déjà annoncé qu'ils voteraient non. Quant à la popularité du président, elle stagne autour de 39% d'opinions favorables. «Environ quatre Américains sur dix approuvent le travail de Donald Trump comme président», estiment des analyses de Gallup, relevant que «les chiffres n'ont pas évolué en quatre mois.» **AFP**

Un an après, les partisans d'Erdogan racontent la nuit où ils ont failli perdre le pouvoir

Le 15 juillet 2016 avortait une tentative de coup d'État visant à renverser le président turc. Ses partisans narrent à Slate cette soirée où ils sont descendus dans les rues défendre leur leader parfois au péril de leur vie.

Par Timour Öztürk

Sur son smartphone de dernière génération, Erhan reconstitue les événements du 15 juillet 2016 en recherchant les vidéos amateurs reçues et publiées ce soir-là. «Ici, c'était près de la préfecture centrale d'Istanbul à Vatan. Regardez le sol est couvert de sang. Rien qu'ici 16 personnes ont été tuées par les putschistes.»

À l'écran, un groupe d'hommes se cachent derrière le couvert d'un véhicule blindé de police, tandis que tout près, des coups de feu éclatent autour d'un bâtiment plongé dans les ténèbres. L'un d'entre eux brandi une arme de poing et fait feu un peu au hasard, vers les positions supposées des militaires rebelles. Après quelques minutes, la bande hétérogène de policiers et de civils avance en criant épisodiquement : «Il n'y a de Dieu qu'Allah. Dieu est grand.»

«Je ne pouvais pas en croire mes oreilles»

Le 15 juillet 2016, Erhan est pris de court. En rentrant du travail ce soir-là, ce commerçant propriétaire d'une boutique dans les ruelles marchandes historiques d'Eminönü, derrière le bazar égyptien, est préoccupé par son fils, malade et fiévreux.

Levant les yeux de son téléphone il raconte :

«Quand un ami m'a appelé au milieu de la soirée pour me prévenir qu'il se passait quelque chose d'anormal, qu'on parlait de coup d'État, je ne pouvais pas en croire mes oreilles. Je lui ai même dit que c'était impossible!» La quarantaine, le crâne rasé et la barbe taillée en pointe, le père de famille est un partisan de toujours du président Recep Tayyip Erdogan. «En 1998, j'étais déjà présent au rassemblement de soutien lors de sa condamnation à une peine de prison. En 2013, quand il a atterri à Istanbul pendant les événements de Gezi Parc, j'étais dans la foule à l'aéroport pour l'accueillir.»

Mais il y a un an, il reste sonné devant sa télé quand défilent les images des militaires déployés dans Istanbul. La confusion règne, les supporters de l'AKP, la formation d'Erdogan sont désespérés.

Une interview décisive

À minuit et demi, la chaîne CNN Turk réussit à joindre Erdogan par Facetime. Le président condamne la tentative de putsch et appelle son peuple à sortir dans les rues pour faire face aux troupes de la junte.

«Ma femme ne voulait pas que je sorte, parce que c'était dangereux, mais pour moi il était hors de question de rester enfermé chez nous, témoigne Erhan. Je pensais que si nous ne sortions pas ce soir-là, nous nous retrouverions dès le lendemain dans un pays où il ne serait plus possible non seulement de sortir dans les rues mais simplement de vivre.»

Dans son quartier de Zeytinburnu, grand district densément peuplé de la rive européenne d'Istanbul, les rues sont pleines de monde. On y croise surtout des hommes, occupés à faire des provisions de nourriture, d'eau et d'essence dans les derniers magasins ouverts. Quelques autres à l'image d'Erhan, s'organisent pour contrecarrer la tentative de renversement de l'ordre étatique. Au-dessus d'eux à basse altitude, les chasseurs de l'armée de l'air turque patrouillent, de l'aéroport Atatürk aux ponts du Bosphore.

«Le bruit des avions était tellement violent quand ils brisaient le mur du son, que nous croyions tous à un bombardement. Finalement, aucun missile n'a été tiré dans notre zone», explique le commerçant. Dans son quartier, le premier réflexe des loyalistes descendus dans les rues est de bloquer les



accès de la caserne du district au moyen de camions et d'engins de chantier. La résistance au putsch prend forme.

«S'ils prennent le pouvoir, ils vont tous nous pendre»

Ailleurs, dans la ville de Tekirdag, en Thrace au nord-ouest d'Istanbul, Mehmet, 25 ans, est toujours devant la porte de l'usine où il est ingénieur et dans laquelle il aurait dû commencer son service de nuit il y a déjà une heure. Encarté à l'AKP, il a reçu des messages de son organisation politique pour appeler à rallier les groupes encadrés par le parti à Tekirdag. Son entreprise met finalement à la disposition des travailleurs venus malgré les événements un bus pour rejoindre la ville et prêter main forte à la police contre les militaires.

C'est sa mère qui l'a prévenu de ce qu'il se passait un peu plus tôt dans la soirée. Habitante du quartier d'Üsküdar, sur la rive asiatique d'Istanbul, près du premier pont enjambant le Bosphore, elle est paniquée. «S'ils prennent le pouvoir, ils vont tous nous pendre», dit-elle à son fils. La famille, religieuse et conservatrice, originaire de la ville de Trabzon sur la mer Noire, est le foyer typique de supporter du président turc. Son mari a déjà quitté leur domicile rejoindre les groupes de militants de la zone, après avoir fait ce qu'il pense pouvoir être sa dernière prière. Cette nuit-là, les combats feront plus de 260 morts parmi les civils.

Commémorer une épopée fondatrice

Sur le fronton de la mairie d'Istanbul à Fatih une grande affiche annonce fièrement : «la souveraineté appartient au peuple». Dans ce fief historique de l'islamisme politique turc, sous l'influence des religieux ayant accompagné la conquête de Constantinople depuis 1453, on termine sous la chaleur écrasante de juillet les derniers préparatifs des commémorations de la «défense de la démocratie», le récit officiel de cette nuit.

En turc, en anglais et en arabe, il est écrit sur le bâtiment politico-administratif que la nation célèbre ses martyrs et les remercie pour leur sacrifice victorieux. Leurs photos recouvrent déjà une partie de la façade. Tendus au-dessus de la place et des ave-

nues attenantes à la mairie des dizaines et des dizaines de drapeaux turcs annoncent l'importance de l'événement, qui se veut une nouvelle date fondatrice de l'Histoire de la Turquie. À la télévision, ce sont de courts spots que l'Etat diffuse tout au long de la journée qui raconte brièvement la vie de ceux tombés dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016. Partout dans Istanbul des affiches annoncent la commémoration de «l'épopée du 15 juillet».

«En dix minutes, on a monté des barricades»

Özgür est lui aussi commerçant, habitant du quartier d'Alibeyköy. Le petit homme entre deux âges, habillé simplement, se souvient :

«Ce soir-là, après l'appel du président, nous ne sommes pas posé de questions. C'était comme une évidence. J'ai appelé ma femme à Bursa, j'ai demandé pardon pour mes péchés et fais mes dernières prières puis je suis sorti dans la rue.»

«Il s'est passé quelque chose d'étrange. En dix minutes, on a monté des barricades à partir de rien, on a entraîné derrière nous les policiers terrés dans leur commissariat par peur des soldats, nous nous sommes retrouvés sur les chars avant même d'avoir compris les risques que nous prenions. Même avec de l'argent, on n'aurait pas réussi à faire descendre autant de monde dans les rues. Dieu nous est venu en aide pour nous donner de la force et du courage», pense-t-il tout haut, les yeux dans la vague.

Pour lui, il est peu probable qu'à l'avenir un nouveau coup d'état renverse un gouvernement en Turquie. L'expérience du 15 juillet 2016 est censée avoir mis un coup d'arrêt à cette pratique. «Notre président a donné une telle confiance au peuple qu'il trouvera désormais toujours les ressources pour défendre la démocratie. Les gens sont prêts à se sacrifier ici, rien ne sera plus comme avant ici», affirme Özgür d'un ton déterminé.

«Le peuple est avec toi»

Après être passé par la préfecture centrale d'Istanbul cette nuit du 15 juillet, Erhan, le négociant d'Eminönü, décide de se rendre à l'aéroport international Atatürk, un des lieux d'importance ciblé par les militaires rebelles. À ce moment-là, il faut se rappeler qu'il est très difficile de se connecter à internet à

Istanbul. Ce n'est que par la radio de sa voiture qu'il apprend que l'aéroport passe sous le contrôle des loyalistes. Bloqué sur la route de l'aéroport, il abandonne sa voiture et marche avec ses compagnons les derniers kilomètres qui l'en séparent.

«Personne n'était encore sûr de l'arrivée du président, relate Erhan, mais tous ensemble nous scandions : «Sois fort ! Ne plie pas ! Le peuple est avec toi !».

Ce message, le président Erdogan l'a bien entendu. Aux lendemains du putsch raté, il enjoint son peuple à ne pas quitter les rues. Pendant une vingtaine de jours, Erhan prend tous les soirs avec ses amis son tour de garde dans la «mobilisation pour la démocratie». Puis viennent l'État d'urgence et les purges.

Le «nettoyage» de la société turque n'est pas terminé

Pour Mehmet, l'ingénieur de Tekirdag, ce qu'il s'est passé depuis un an relève de la bénédiction annoncée par le président turc à son arrivée à l'aéroport lors de la nuit du coup.

«Tous les secteurs de la société infestés par Fetö (Organisation terroriste des partisans de Gülen, l'acronyme utilisé officiellement en Turquie pour décrire l'organisation du prédicateur en exil accusé d'avoir fomenté le putsch, Ndlr), le PKK et les terroristes de gauche sont en cours de nettoyage et on les remplace par de vrais patriotes, c'est très bien», estime-il.

«Pour moi, l'État d'urgence pourrait durer dix ans, ça ne poserait pas de problème si c'est utile pour la nation, explique Erhan. La police, l'armée, la justice, la fonction publique, l'éducation et la banque ont été nettoyés des putschistes. Mais je ne peux pas m'empêcher d'être en colère quand je vois que notre parti l'AKP n'a pas encore été nettoyé. Heureusement que notre président a repris les rênes de notre organisation depuis le référendum. Je veux que les hommes de Gülen dans notre parti payent aussi le prix fort pour leur complot contre la nation», prévient-il.

Prêt à redescendre dans les rues si il le fallait à nouveau, il ira la semaine prochaine aux cérémonies religieuses pour honorer la mémoire des martyrs de sa cause.

Pampelune (Espagne)

14 plaintes pour agressions sexuelles après les fêtes de San Fermin

Douze plaintes pour attouchements et deux pour agression sexuelle ont été déposées à l'issue des fêtes de San Fermin. Onze hommes ont été interpellés.

À Pampelune, 2017 n'échappe pas à la tristesse règle des dépôts de plainte pour agressions sexuelles. Douze plaintes pour attouchements et deux pour agression sexuelle - catégorie qui comprend les viols en Espagne - ont été déposées après les huit jours des fêtes de San Fermin. Onze hommes ont été interpellés en lien avec ces plaintes. En 2016, 16 plaintes avaient été déposées, dont cinq pour viol.

Pour tenter d'enrayer ce fléau qui entache l'image de ces fêtes, la ville avait de nouveau mis en place cette année une campagne pour tenter de prévenir les agressions sexuelles. La mairie de Pampelune assure en outre oeuvrer pour redonner un caractère plus «familial» à la manifestation, marquée par des nuits où l'alcool coule à flot.

64 coureurs blessés par les taureaux

Par ailleurs, 64 coureurs, dont



une femme, ont été blessés lors des lâchers de taureaux traditionnels organisés chaque matin dans les ruelles, en baisse d'environ 26% par rapport à 2016, selon un communiqué du gouvernement régional de Navarre. Le chiffre est toutefois nettement supérieur à ceux des éditions 2012 à 2015. Sept personnes ont été victimes de coups de corne, contre 12 en 2016.

Sur l'ensemble des blessés, 12 ont été hospitalisés. Quinze per-

sonnes sont mortes depuis 1911 lors de cette cavalcade, le dernier décès remontant à 2009.

Sur les 17 000 personnes ayant pris part aux courses, vêtues de blanc et d'un foulard rouge, plus de 40% étaient étrangères. Les Américains sont en tête des nationalités (20% des coureurs), suivis des Britanniques (4%), des

Australiens et Néo-Zélandais (4%) et des Français (3%), selon le décompte de la mairie.

Une affluence en baisse

L'affluence à ces fêtes dont l'origine remonte au Moyen-Age a légèrement baissé, avec 1,45 million de visiteurs contre 1,5 million en 2016, selon la mairie, qui note

«un recul du nombre de touristes et de visiteurs étrangers». «Les raisons sont triples»: crainte des attentats, des agressions sexuelles et influence des mouvements anti-taurins, a estimé le président de l'association des agences de voyage de Navarre Juanchi Patús, cité par le quotidien El País.

L'express

Maryam Mirzakhani est de nationalité iranienne

Décès de la première femme "Nobel" de mathématiques

La première femme «Nobel» en mathématiques, l'iranienne Maryam Mirzakhani, est décédée à 40 ans d'un cancer aux Etats-Unis, ont annoncé samedi un proche et des médias iraniens.

Première femme lauréate de la médaille Fields, la plus prestigieuse récompense dans cette discipline, Maryam Mirzakhani est décédée «d'un cancer dans un hôpital américain», selon des médias iraniens.

«Une lumière s'est éteinte aujourd'hui. Cela me brise le coeur... partie bien trop tôt», a écrit Firouz Michael Naderi, scientifique américano-iranien et ancien de la Nasa, sur Twitter et Instagram au petit matin samedi.

«Un génie? Oui, mais aussi une fille, une mère et une épouse», a-t-il poursuivi dans un autre message accompagné

d'une photo en noir et blanc de Maryam Mirzakhani, regard clair fixé vers l'objectif.

Née en 1977, Maryam Mirzakhani était devenue en 2014 la première femme lauréate de la plus prestigieuse récompense en mathématiques, la médaille Fields, considérée comme le «prix Nobel» de la discipline.

Professeur à l'université américaine de Stanford, cette spécialiste de la géométrie des formes inhabituelles avait découvert de nouvelles façons de calculer les volumes d'objets avec des surfaces hyperboliques, comme par exemple une selle de cheval.

«Dotée d'une parfaite connaissance d'un éventail très divers de techniques mathématiques et de cultures mathéma-

tiques disparates, elle maîtrise une rare combinaison de capacités techniques, d'ambition audacieuse et une profonde curiosité», écrivait le Congrès international des mathématiciens (ICM) en annonçant sa récompense.

«C'est un grand honneur et je serai heureuse si cela encourage de jeunes femmes scientifiques et mathématiciennes», avait alors déclaré Maryam Mirzakhani. «Je suis convaincue que de nombreuses autres femmes recevront ce type de récompense dans les prochaines années.» La médaille Fields est attribuée depuis 1936 à des mathématiciens de moins de 40 ans. Enfant, Maryam Mirzakhani rêvait d'être écrivain mais la fièvre des chiffres et des équations la prend au collège, pour ne plus la quitter. **G. O.**

Accord de Paris

Trump «va essayer de trouver une solution dans les prochains

■ Donald Trump «va essayer de trouver une solution dans les prochains mois» pour un éventuel retour des Etats-Unis dans l'Accord de Paris sur le climat, assure le président français Emmanuel Macron dans le Journal du dimanche. «Donald Trump m'a écouté. Il a compris le sens de ma démarche, notamment le lien qui existe entre réchauffement climatique et terrorisme», explique M. Macron, cité par l'hebdomadaire. «Il m'a dit qu'il allait essayer de trouver une solution dans les prochains mois. On a parlé dans le détail de ce qui pourrait lui permettre de revenir dans l'accord de Paris», ajoute M. Macron, au terme de la visite de deux jours à Paris de son homologue américain. «Je pense qu'il a vu aussi chez lui la mobilisation des villes, des Etats, du monde des affaires et de son propre entourage pour que les Etats-Unis restent engagés dans la lutte contre le réchauffement», ajoute-t-il. «C'est important de maintenir le dialogue pour que les Etats-Unis puissent à terme réintégrer le champ de l'action contre le réchauffement climatique et jouer le jeu du multilatéralisme», poursuit M. Macron. Le président américain avait déclaré que «quelque chose pourrait se passer» sur l'accord de Paris, jeudi au cours de sa conférence conjointe avec Emmanuel Macron. «Nous verrons ce qu'il se passe», avait-il ajouté, six semaines après avoir annoncé que les Etats-Unis comptaient sortir de l'accord international de lutte contre le réchauffement climatique signé en 2015.

K. I.

Grèce

Un séisme de 5,3 secoue l'île de Crète

■ Un séisme de magnitude de 5,3 degrés sur l'échelle de Richter a secoué l'île de Crète samedi soir, selon l'Institut géodynamique de l'Observatoire d'Athènes. Jusqu'à présent, aucun blessé n'a été signalé aux autorités locales, selon l'agence de presse nationale grecque AMNA. L'épicentre du tremblement de terre a été localisé en mer au large de la côte de la ville d'Ierapetra, dans le sud-est de la Crète, à environ 10 kilomètres de profondeur, selon les estimations préliminaires des sismologues grecs. Plus tôt, le Centre sismologique euro-méditerranéen (EMCS) avait estimé qu'il s'agit d'un tremblement de terre de 5,6 degrés sur l'échelle de Richter.

R. G.

Affaire russe

Trump nomme un avocat spécial à la Maison Blanche

■ Le président américain Donald Trump a annoncé samedi la nomination d'un ancien procureur fédéral au poste de conseiller juridique spécial à la Maison Blanche, chargé selon la presse de gérer l'épineuse affaire d'ingérence russe dans la présidentielle américaine. Partenaire d'un cabinet d'avocats basé à Washington, Hogan Lovells, et ancien procureur fédéral, «Ty Cobb occupera la fonction d'avocat spécial», écrit la Maison Blanche dans un très bref communiqué. Selon les médias américains, il sera chargé des questions liées aux enquêtes - du FBI et du Congrès - portant sur la collusion présumée entre des membres de l'équipe de campagne de Donald Trump et le Kremlin. D'après la chaîne ABC, il travaillera en coordination avec les avocats privés chargés de défendre le président américain dans le scandale de l'ingérence russe dans la présidentielle américaine et des soupçons de complicité présumée avec Moscou. Cette nomination est annoncée après une semaine marquée par les révélations sur la rencontre entre le fils aîné du président, Donald Jr. et une avocate russe en pleine campagne pour l'élection de 2016.

Devant un public nombreux à Alger

Concert inédit de chansons traditionnelles malouf et persane

Un concert inédit de musiques traditionnelles, a réuni samedi soir à Alger, les genres malouf et persan, portés par les voix étoffées du Constantinois Faouzi Abdennour et de l'Iranienne Khatoon Panahi, devant un public peu nombreux.



Accueilli durant deux heures de temps au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), cette fusion prolifique a mis en valeur la richesse et la diversité des patrimoines, permettant un dialogue intéressant entre deux cultures millénaires enracinées dans les traditions respectives des peuples algérien et iranien.

Faouzi Abdennour, jouant à une semi-mandole à 12 cordes, a été le premier à fouler la scène,

soutenu, 50 mn durant, par sept instrumentistes (percussions, nay, luth et violons), auxquels s'est joint le musicien iranien Nima au setar (instrument à quatre cordes, à la petite caisse busquée et au long manche mince) et au def (bendir d'une petite épaisseur périphérique et d'un diamètre plus large).

Le chanteur constantinois a exécuté *Noubet Raml El Maya* dans ses différentes déclinaisons rythmiques et mélodiques,

alignant entre autres avec une voix pleine et limpide, *Fah el banafsedj*, *Idha habibek wafa bi aâhdih*, *Mata nastarihou*, *Allah, Allah, Ach D'aâni*, *Beyna Ed'Doulouâi*, *Ya saqi wesqi habibi*, *Ya moulet el khana*, *Mal hibi malouf* et *Lakitouha fine*.

Les sonorités relevées du luth, mêlées aux sons aigus du nay et des violons, ont restitué l'ambiance paisible propre à la musique savante que représente le genre malouf, au plaisir

d'une assistance conquise par le professionnalisme des musiciens et la brillante prestation de Faouzi Abdennour.

Présentée pour la première fois en Algérie, Khatoon Panahi, faisant son entrée sous les applaudissements des spectateurs, s'est d'abord produite en duo avec le chanteur algérien, avant de sublimer «la paix, l'amour et la beauté», a-t-elle expliqué, à travers des pièces, qui ont mis en valeur le folklore iranien, dont *Goo be saghi*, *Jame Tala*, *Dashligala* et *Banoo Banoo* où un amoureux décrit sa bien-aimée la comparant à une rose. Les deux artistes ont interprété ensemble deux chansons dans les langues algérienne et persane une pièce montée sur la musique de *Bent Ech'Chalabiya* de Faïrouz, diva de la chanson orientale, sur laquelle Faouzi Abdennour a rendu le texte de *Selli houmoumek fi del aâchiya* et *Billahi ya hamami*, chef-d'œuvre en trois temps du terroir constantinois.

Après s'être produit la veille à Constantine, le duo algéro-iranien a embarqué le public algérois dans une randonnée onirique pluriculturelle qui a établi des passerelles d'échanges entre les deux cultures, à travers le rapproche-

ment évident des rythmes et modes algériens avec les cadences et maqqamet iraniens.

Etablie à Paris, Khatoon Panahi, au «long parcours artistique» dédié à la «femme iranienne en particulier», compte, selon elle, réunir «les anciennes chansons du terroir iranien tombées dans l'oubli», pour les «remettre au goût du jour dans de nouveaux enregistrements». Chanteuse, conteuse, comédienne et professeur de danse, elle a représenté l'Iran dans plusieurs pays.

Installé à Paris depuis 2006, Faouzi Abdennour, chanteur-pèlerin, à la carrière musicale riche d'une trentaine d'années, a déclaré dédier son art au «dialogue entre les cultures et les religions», comptant s'investir prochainement dans «d'autres duos qu'il présentera en Algérie», avec d'autres artistes aux «traditions ancestrales diverses» et aux «différentes confessions», la Libanaise Nadine Barouk et la Française Françoise Atlan, notamment.

Organisé par le TNA sous l'égide du ministère de la Culture, le concert de Faouzi Abdennour et Khatoon Panahi a été programmé à Alger pour une représentation unique. **G. K.**

La pièce de théâtre *Kechrouda* présentée au TNA

Une projection sur la vie de l'après-pétrole

La pièce de théâtre *Kechrouda* (la décoiffée), une projection, conçue dans le registre de la comédie noire sur la période critique de l'après-pétrole, a été présentée mercredi soir au Théâtre national Mahieddine Bachtarzi (TNA), devant un public nombreux et recueilli.

Durant 85 mn, le spectacle, écrit et mis en scène par Ahmed Rezzag, renseigne sur le destin désastreux d'une société qui voyait en la manne pétrolière une source de vie intarissable et qui se voit violemment frappée par la précarité et le désarroi, faute de création de richesses et de nouvelles sources de vie.

Vivant dans la misère et la pauvreté, huit personnages roturiers, aux accoutrements déchirés, évoluent dans une maison à l'état de délabrement avancé, dans un environnement socio-économique devenu impitoyable, où le débit même des échanges de propos est minuté et soumis à l'impôt que Zoheir Atrous, autoritaire, venait régulièrement récupérer.

De Soussa, en liaison avec Mansour le garçon de café du quartier, à la mère Yamina atteinte de cécité, au père Ahmed qui

vend sa demeure pour soigner sa femme, à la grand-mère râleuse, au frère M'Barek le pompier qui revient au foyer après s'être fait renvoyer par sa femme et enfin au «vétérinaire», venu rendre la vue à Yamina, les personnages ont réussi à décrire le désordre familial et le cataclysme social, dans la satire et le jeu ubuesque. Respectivement rendus par Loubna Noui, Ali Achi, Sabrina Korichi, Hichem Guerah, Haouès Mohamed, Larbi Bahloul, Riadh Djefafla ainsi que l'agent des impôts, Zoheir Atrous, les comédiens, occupant tous les espaces de la scène, ont brillamment porté la densité du texte dans un rythme ascendant aux échanges alarmants suscitant la réflexion.

La scénographie, oeuvre de Ramzi Badji et les ambiances musicales, préparées par Adel Lamamra, ont donné au spectacle un aspect visuel et sonore de vétusté et d'angoisse des plus concluants, constituant des éléments dramaturgiques qui ont aidé à saisir la pertinence du sujet traité. Le metteur en scène, assurant une bonne direction d'acteurs, a su donner à son texte, au parler populaire direct et

cru, une conception scénique appropriée, créant l'osmose entre deux créations aux contenus utiles, judicieusement présentés dans le rire et la dérision. Le public, applaudissant les différentes situations empreintes d'allusions et de métaphores, a adhéré au spectacle, saisissant dans la délectation l'importance du message qu'il contenait. «Rien n'est éternel, cette pièce est une modeste réflexion sur la valeur du travail et de la recherche» a commenté Ahmed Rezzag, à l'issue du spectacle, avant d'ajouter qu'il entendait «repousser davantage les limites de la langue intermédiaire», offrant au propos des «espaces d'expression plus réalistes».

Près d'un mois après sa présentation pour la première fois au Théâtre régional Si Djillali Benabdelhalim de Mostaganem, *Kechrouda* arrive à Alger, au terme d'une tournée qui l'a également menée à M'sila, Batna, El Eulma et Tizi Ouzou.

Produit par le Théâtre régional de Souk Ahras, la pièce de théâtre *Kechrouda* est reconduite jeudi au TNA pour une deuxième représentation. **H. K.**

Art contemporain L'exposition Delirium jusqu'au 3 août à Alger

■ Une exposition collective réunissant les œuvres de quatre jeunes artistes contemporains, allant de la peinture à la miniature en passant par le graphisme et le dessin, a été inaugurée samedi à la galerie d'art Seen Art Gallery.

Intitulée *Delirium*, cette exposition regroupe les artistes Nesach, Ser Das, Panchow et Bold, déjà très connus sur la Toile, et qui proposent au public des œuvres contemporaines majoritairement inspirées de la société algérienne avec un regard souvent décalé.

L'artiste-peintre Ser Das, Fares Yessad de son vrai nom, expose une série d'œuvres riches en symboles basées sur les contradictions sociales et arborant généralement un masque comme «déguisement social» dans des toiles comme *Ahfedh El Mim* (Garde le silence), *L'alliance* ou encore *Tora* (amour).

réalisées à l'acrylique sur toile, toutes les œuvres de l'artiste soignent les traits et les détails jusqu'à se rapprocher du dessin sur ordinateur et de l'impression numérique.

Né en 1987, Ser Das, sculpteur de formation, est diplômé de l'Ecole supérieure des beaux-arts d'Alger (Esba) en 2010 et a participé aux événements Picturie générale III et El Medred.

Portant un regard plus sévère sur la société et ses contradictions, El Panchow, Chafik Hamadi, expose une série de dessins à l'encre de Chine caricaturant l'addiction aux réseaux sociaux, les modes vestimentaires ou encore l'extrémisme religieux dans des œuvres *Instadict*, *El Cor-beau* ou encore *Boulegya*.

Diplômé de l'Esba en 2016, El Panchow avait fondé le collectif Likip pour le street-art en 2012 et participé au Festival Artifariti en soutien à la cause Sahraouie, à l'Open Art World à Cuba et aux événements Picturie générale III et El Medred.

Infographe et maquettiste, Abdelghani Hidouche, plus connu sous son nom d'artiste Bold, expose des œuvres de miniature contemporaine avec des influences de symboles maghrébins et africains et de Street Art.

Proposant des œuvres inspirées du Doodle Art, Nesrine Achour, Nesach, explore une palette très riche pour reproduire sur plusieurs toiles le même concept décliné sur plusieurs formats et plusieurs thèmes de couleurs intitulés *Focus*, *Attraction* ou encore *Kaléïdoodlestique*. L'exposition *Delirium* se poursuit à la galerie Seen Art jusqu'au 3 août. **H. M.**

«PAROLES DE FEMMES»

" La vraie liberté, c'est de pouvoir repousser très loin les limites de sa liberté. "

Nicole Garcia



FEMMES

ILS ONT DIT :

" Je connais mes limites. C'est pourquoi je vais au-delà. "

Serge Gainsbourg

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

Brigitte Macron

Comment elle met sa popularité au service de son mari

Pendant la campagne présidentielle, Emmanuel Macron a maintes fois dit qu'il voulait un statut et une légitimité pour la première dame. Celle-ci s'est révélée d'elle-même déjà plus qu'indispensable.

Devenu président de la République, il a réitéré ces déclarations en faveur du statut, mais c'est Brigitte Macron elle-même qui s'impose avec charme et naturel dans le paysage politique. Oui, elle est bien indispensable et elle compte bien le rester. Une position qui semble avoir convaincu Français et visiteurs de l'étranger.

L'Express rapporte d'ailleurs qu'elle est devenue si essentielle que le Comité international d'organisation (CIO) en charge de l'attribution des prochains Jeux olympiques a imposé la présence de Brigitte Macron pour défendre la candidature de la capitale. Elle a donc fait le déplacement avec son époux à Lausanne et a appris en même temps que lui, que Paris avait bien gagné les jeux.

Celle dont commente largement les tenues a donc une force et un pouvoir non négligeables sur la politique de son mari et une influence sur les acteurs internationaux. Même si son statut est encore en cours de réflexion, Pierre-Olivier Costa, son directeur de cabinet affirme qu'il sera «expliqué le plus clairement possible aux Français ce qu'elle fait, comment et pourquoi». La première dame qui ne veut pas se laisser enfermer à l'Élysée, a déjà une équipe, un bureau, et bientôt un budget pour ses activités.



GROSSESSE

Les questions que vous vous posez sur la fertilité



QUELLES SONT LES CHANCES D'AVOIR UNE GROSSESSE À CHAQUE CYCLE ?

Les chances de grossesse par cycle sont de 25% à 25 ans, 12% à 35 ans et 6% à 42 ans.

EXISTE-T-IL UN RÉGIME QUI FAVORISE LA FERTILITÉ ?

Oui, il semble que certains aliments nuisent à la fertilité, alors que d'autres sont favorables.

QUAND FAUT-IL CONSULTER SI ON NE

PARVIENT PAS À OBTENIR UNE GROSSESSE ?

Après un an de rapports sexuels réguliers. Après 6 mois en cas d'antécédents ou de troubles gynécologiques et chez les femmes de plus de 35 ans.

COMMENT CALCULER VOTRE DATE D'OVULATION ?

Si votre cycle est normal, retirez 14 jours

du nombre de jours de votre cycle. Si votre cycle est court (environ 21 jours), ajoutez 7 jours à la date de vos dernières règles. La période de fertilité se situe entre 4 jours avant la date d'ovulation (durée de vie des spermatozoïdes) et 24 heures après (durée de vie des ovules). N'oubliez pas que la date obtenue peut être élargie de quelques jours, puisque l'ovule a une durée de 24 heures et le spermatozoïde de 4 jours. Vous pouvez également acheter en pharmacie un test d'ovulation qui indique la date d'ovulation 24 heures à l'avance,

en fonction de la concentration d'hormones dans l'urine.

COMMENT RECONNAÎTRE LA PÉRIODE D'OVULATION ?

Augmentation de la température corporelle, éclaircissement des glaires cervicales, douleurs dans le bas-ventre.

LA PILULE DIMINUE-T-ELLE LA FERTILITÉ ?

Non, selon les dernières études. Le seul paramètre qui rentre en jeu, c'est l'âge.

SANTÉ

Quand boire un soda par jour fait vieillir plus vite

Quel rapport entre les limonades et le vieillissement des cellules ? Aucun a priori. Et pourtant, une étude américaine montre que l'ADN des accros aux sodas se dégrade plus vite. Explications.

On le sait : les sodas sucrés sont très caloriques car très sucrés. Donc mauvais pour la ligne et pour la santé. Mais mauvaise nouvelle, ils accélèrent aussi le vieillissement cellulaire. Selon les conclusions des scientifiques américains de l'université de Californie, boire une

canette de soda chaque jour accélère le vieillissement d'environ 4, 5 ans. L'étude publiée dans l'*American Journal Of Public Health*, a été menée auprès de plus de 5 000 adultes âgés de 20 à 65 ans et sans facteur de risque cardiovasculaire.

Pour évaluer leur potentiel de vieillissement, les chercheurs ont mesuré la longueur de leurs télomères, ces régions situées aux extrémités des chromosomes et impliquées dans le vieillissement. Signe particulier : ils raccourcissent à chaque fois

qu'une cellule se divise. A terme, les télomères deviennent si petits que la cellule cesse de se multiplier et meurt. En quelque sorte, les télomères sont des marqueurs de notre âge biologique.

Même si ces résultats doivent être confirmés, cette étude soulève une question majeure selon ses auteurs : «Si nous constatons un raccourcissement des télomères chez les adultes, quels seraient les résultats observés chez des enfants ?».



Les DÉBATS

Quotidien national

d'information

Edité par la SARL

MAHMOUDI INFO

Le fondateur

Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

AG extraordinaire de la Fédération algérienne de boxe

Retrait de confiance à Nehassia



Mondial-2017 de handball des U-21 (Préparation)

L'Algérie battue par la Hongrie en amical 28-25

■ La sélection algérienne de handball des moins de 21 ans (garçons) a été battue par son homologue hongroise 28-25, samedi soir en amical à la salle Harcha-Hacène (Alger) dans le cadre de la préparation des deux équipes au Mondial-2017, prévu du 18 au 30 juillet en Algérie. Cette rencontre, la dernière dans le programme de préparation des Algériens et des Hongrois, s'est disputée en trois périodes de 20 minutes chacune (3x20). La Hongrie a dominé les trois périodes pour s'imposer 10-8, 20-18 puis 28-25. Lors du Tour préliminaire du Championnat du monde Alger-2017, l'Algérie évoluera dans le groupe D avec la Croatie, l'Islande, l'Argentine, le Maroc et l'Arabie Saoudite, tandis que la Hongrie a hérité du groupe A avec l'Allemagne, la Norvège, la Corée du Sud, le Chili et les Îles Féroé.

Premier League Asia Trophy/ Leicester

Mahrez et Slimani retenus pour un tournoi à Hong Kong

■ Les internationaux algériens de Leicester City Islam Slimani et Ryad Mahrez annoncés sur le départ, sont convoqués pour le tournoi «Premier League Asia Trophy» qui se déroulera à Hong Kong, a annoncé le club anglais de première division de football samedi. Les deux joueurs algériens figurent dans la liste des retenus par l'entraîneur Craig Shakespeare pour cette compétition qui se déroulera à Hong Kong, précise la même source. Leicester affrontera lors de ce tournoi West Bromwich Albion mercredi au stade de Hong Kong avant de croiser le fer contre Crystal Palace ou Liverpool samedi 22 juillet. Mahrez qui avait exprimé son souhait de quitter le club cet été n'est toujours pas fixé sur son avenir en raison des exigences financières de la direction des Foxes pour le libérer. Il est courtisé par Arsenal et la Roma. Son compatriote Slimani pourrait également quitter le club de la Premier League après une saison difficile avec Leicester.

Championnat du monde d'Athlétisme (U18)

Heptathlon : l'Algérienne Asma Baya Araibia termine 11^e

■ L'heptathlonienne algérienne Asma Baya Araibia a terminé samedi son concours à la 11ème place des championnats du monde U18 qui se déroulent à Nairobi au Kenya. La sociétaire de la JSM Ben Aknoun a totalisé 4962 points contre 5612 pour la première l'Espagnole Maria Vicenté qui a devancé l'Allemande Johanna Siebler 5502 points et l'ukrainienne Urté Baciaskaite 5467 points. Son compatriote, le sprinteur algérien Mohamed Mehdi Zerkaoui s'est qualifié dans la journée pour la finale du 200m des mondiaux d'athlétisme des moins de 18 ans. Zerkaoui avec un chrono de 21.74 a occupé la 3e place de sa demi-finale remportée par le Sud-Africain Retshiditswe Mlenga (21.10) devant le Français Paul Tritenne (21.26). Ces Mondiaux 2017 des moins de 18 ans se déroulent du 12 au 16 juillet. L'Algérie y participe avec un total de 13 athlètes, à savoir : Oussama Cherrad, Akram Abed, Saber Abed, Mehdi Abidi, Hamdani Benahmed, Rabie Deliba, Yacine Khedim, Ayoub Mahrou, Mehdi Anis Nait Abdelaziz, Yazid Slim, Mohamed Mehdi Zerkaoui, Asma Baya Araibia et Loubna Benhadja.

Les membres de l'assemblée générale extraordinaire (AGEx) de la Fédération algérienne de boxe (FAB), réunis samedi au Centre de Ghermoul d'Alger, ont retiré leur confiance au président de l'instance fédérale, Abdelmadjid Nehassia, alors qu'une assemblée électorale est convoquée pour le 1er août prochain.

Lors d'une assemblée générale houleuse qui a duré plus de trois heures, 34 membres sur les 53 composant l'assemblée générale de la FAB ont approuvé, à main levée, le retrait de confiance à Abdelmadjid Nehassia, alors que sept membres ont voté contre.

Quarante-huit membres (48) dont 29 ligues, neuf clubs et dix membres du bureau fédéral ont été présents aux travaux de l'AGEx, dirigés par le directeur des Sports au ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), Abdelmadjid Djebab, en l'absence de Nehassia.

«Contrairement à ce qui se dit, le ministère de la Jeunesse et des Sports a suspendu Abdelmadjid Nehassia pour dysfonctionnement grave dans la gestion de la FAB, conformément aux articles 181 et 217 du décret exécutif 14-330 régissant le fonctionnement des fédérations sportives», a déclaré à l'APS, le

directeur des Sports au MJS, Abdelmadjid Djebab.

Pour le même responsable, le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a reçu «à plusieurs reprises» le président de la FAB pour trouver une solution au dysfonctionnement de l'instance fédérale depuis plus de trois mois, mais les choses ont pris une autre tournure. «La Fédération algérienne de boxe doit retrouver sa sérénité et sa stabilité avec l'organisation d'une assemblée générale électorale dans un délai ne dépassant pas les 15 jours. La famille de la boxe doit se débarrasser de tout ce qui peut entraver le développement de cette discipline olympique qui a tant donné à l'Algérie», a fait savoir Djebab.

Les membres de l'assemblée extraordinaire se sont mis d'accord pour l'organisation d'une assemblée générale électorale (AGE) le 1er août prochain, alors que l'ouverture de la période de dépôt des dossiers de candidature est prévue à partir de demain (dimanche) et jusqu'à jeudi à 14h00.

Pour ce faire, les commissions de candidature et de recours ont été installées. La commission de candidature est composée de Yacine Rechache, Bendidani Said et Belmili Abdelhak, alors que les trois membres de la

commission de recours sont : Bachir Haigoun, Kemmouche rabah et Debou Sofiane.

Lors des travaux, le directeur des Sports au MJS a soumis une proposition aux membres de l'AGEx qui consiste à accorder la qualité de membre d'honneur au président sortant, Nabil Sadi, pour qu'il puisse continuer sa mission au sein du Comité exécutif de l'Association internationale de boxe (AIBA), chose largement approuvée par les membres de l'AGEx.

Les membres du bureau fédéral reprochent au président Nehassia, la prise de décisions unilatérales, notamment en ce qui concerne la désignation du directeur technique, les différents staffs techniques nationaux, sans oublier le mandatement de l'ex président de la FAB, Nabil Sadi, pour être le représentant de l'Algérie au sein du Comité exécutif de l'association internationale de boxe (AIBA), sans passer par l'assemblée générale. Pour rappel, Nehassia avait été élu le 4 mars dernier à la tête de la FAB pour le mandat olympique 2017-2020, en remplacement de Nabil Sadi, déclaré inéligible par la tutelle.

R. S.

Offerts par la wilaya d'Alger

Une récompense de 60 millions DA au profit des sportifs lauréats

■ Une récompense financière de l'ordre de soixante (60) millions de dinars a été distribuée samedi soir à Alger par la Wilaya d'Alger au profit des clubs et athlètes de la capitale qui se sont illustrés, aussi bien sur le plan national qu'international, lors de l'exercice sportif 2016-2017 qui vient d'être clôturé.

Une cérémonie présidée par le Wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, a été organisée pour la circonstance au niveau de l'école de l'hôtellerie et de restauration à Aïn Benian, rehaussée par la présence du ministre de la jeunesse et des sports, El Hadi Ould Ali, du président du comité olympique, Mustapha Berraf, du président de la Fédération algérienne de football, Kheïreddine Zetchi et des élus du Conseil populaire de la Wilaya d'Alger ainsi que des collectivités locales de la capitale.

Dans son allocution, M. Zoukh a félicité les athlètes récompensés, les exhortant au passage de redoubler les efforts pour toujours his-

ser l'emblème national lors des différentes manifestations sportives internationales.

Il a en outre rappelé que cette cérémonie intervient après quelques jours de la performance réalisée par un autre club algérois, en l'occurrence le CR Belouizdad, qui a décroché le trophée de la Coupe d'Algérie, un trophée qui a procuré de la joie à toute la population d'Alger, a ajouté le Wali d'Alger, estimant qu'il était de son devoir de récompenser à chaque fois les lauréats parmi les sportifs de la capitale afin de les motiver pour réussir d'autres performances à l'avenir. Pour sa part, M. Ould Ali, a profité de l'occasion pour réitérer l'engagement de l'état à accompagner les sportifs algériens pour réussir les meilleurs résultats, aussi bien sur la scène nationale qu'internationale, tout en appelant les athlètes présents à persévérer dans les efforts pour honorer à chaque fois l'emblème national.

H. L..

Handisport/Mondiaux-2017 d'athlétisme

Médaille d'or pour l'Algérienne Mounia Gasmi

■ L'athlète algérienne Mounia Gasmi, a décroché vendredi soir, une médaille d'or dans le lancer du club (F32), au premier jour des 8èmes Championnats du Monde de Londres d'athlétisme handisport.

La jeune athlète algérienne a réalisé 25,

07 m au lancer du club, se classant ainsi à la première place parmi 9 athlètes en course dans cette épreuve.

Mounia Gasmi sera également en compétition samedi soir pour le lancer du poids. Gasmi (F32), avait remporté deux

médailles d'argent (club et poids) aux derniers Mondiaux à Doha en 2015

D'autre part, les athlètes algériennes Safia Djalal, Nadia Medjmedj, Nassima Saifi et Samir Nouioua entrent également en lice ce samedi à l'occasion de la

deuxième journée des mondiaux de Londres.

19 athlètes algériens dont six filles, participent aux 8èmes Championnats du monde d'athlétisme handisport qui se déroulent à Londres jusqu'au 23 du mois en cours.

Iran

Le frère du président Rohani arrêté pour délits «financiers»

Le frère et conseiller spécial du président iranien Hassan Rohani a été arrêté pour délits «financiers», a annoncé hier le porte-parole de la justice.

Hossein Fereydoun ainsi que «des personnes qui lui sont liées ont été interrogés à plusieurs reprises. Une caution a été fixée mais comme il n'a pas pu la payer, il a été transféré à la prison», a déclaré le porte-parole Gholamhossein Mohseni-Ejeie. Les charges pesant contre le frère du président portent sur des délits «financiers», a-t-il précisé lors d'une conférence de presse.

«S'il verse la caution, il sera libéré. Mais l'affaire poursuivra son cours», a ajouté M. Mohseni-Ejeie en soulignant que «d'autres personnes ont également été arrêtées».

Le nom du frère du président a été cité depuis plus d'un an dans plusieurs affaires de corruption, notamment des délits bancaires.

Il y a un an, le chef de l'Inspection générale, Nasser Seraj, avait affirmé que M. Fereydoun avait «fait pression» pour nommer à la tête de la banque Refah un de ses proches, Ali Sedghi, qui a été accusé de nombreuses «infractions financières». Il a été ensuite écarté de la direction de la banque.

Le nom du frère de M. Rohani a été également cité dans un autre dossier impliquant Ali Rastegar Sorkheie, le patron de la banque Melat, qui a été arrêté pour son implication dans une «grande affaire de corruption bancaire» par les services de renseignements des Gardiens de la révolution, selon l'agence Tasnim liée aux conservateurs. Il est originaire de la même ville que M. Rohani.

Les conservateurs avaient demandé à plusieurs reprises l'arrestation de Hossein Fereydoun pour corruption. Ces derniers mois, le président Rohani et les responsables du pouvoir judiciaire contrôlé par les conservateurs, n'ont cessé de se lancer des attaques virulentes.

AFP

Crise du Golfe

Le ministre français des Affaires étrangères rencontre les dirigeants koweïtiens

Le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, a rencontré hier les dirigeants de Koweït, principal médiateur dans la crise entre le Qatar et des pays arabes qui lui imposent des sanctions économiques après l'avoir accusé de «soutenir le terrorisme».

Le ministre français a d'abord été reçu par l'émir, cheikh Sabah al-Ahmad Al-Sabah avant de s'entretenir avec son homologue koweïtien, cheikh Sabah Khaled Al-Sabah, a rapporté l'agence officielle Kuna, sans plus de précisions.

M. Le Drian a déclaré samedi, au début de sa tournée qui l'a déjà conduit au Qatar et en Arabie Saoudite, vouloir apporter le soutien de son pays à la médiation koweïtienne dans la crise du Golfe.

Selon Paris, la mission de M. Le Drian vise à plaider pour un «apaisement rapide» dans cette crise diplomatique sans précédent dans le Golfe.

Le 5 juin, l'Arabie Saoudite, Bahreïn, les Emirats et l'Egypte ont rompu leurs relations avec le Qatar et lui ont imposé des sanctions économiques, en l'accusant de «soutenir le terrorisme». Le Qatar a démenti ces accusations. Le ministre français était attendu hier pour la fin de sa tournée à Abou Dhabi.

H. I.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr



Pour le bien du sport algérien

Ould Ali conseille à Berraf de partir



Mustapha Berraf doit faire preuve de sagesse «en faisant passer l'intérêt du sport national avant le sien», a déclaré samedi le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, au sujet du conflit qui oppose le président du Comité olympique et sportif algérien (COA) à des présidents de Fédérations sportives algériennes, le conseillant de se retirer pour «le bien du sport algérien».

«Si j'étais à la place de Berraf, j'aurais déjà plié bagages pour éviter au sport national cette situation de blocage qui l'expose désormais à un avenir incertain. On a tous vu comment l'assemblée générale électorale s'était déroulée, et le fait que la quasi

totalité des présidents des Fédérations refusent d'intégrer le bureau exécutif du Comité olympique et recourent au Tribunal arbitral sportif (TAS), devrait donner matière à réfléchir au président du COA», a poursuivi M. Ould Ali en marge de la cérémonie organisée par la wilaya d'Alger pour honorer les sportifs lauréats de la capitale au cours de l'exercice 2016-2017.

Le ministre de la tutelle a profité de l'occasion pour réitérer son appel en direction du TAS afin de rendre le plus tôt possible son verdict au sujet de ce dossier, soit en déboutant les Fédérations, soit en leur donnant gain de cause. «Ce n'est pas normal de laisser traîner l'affaire tout ce

temps», a-t-il martelé.

Par ailleurs, M. Ould Ali a salué la récente démarche entreprise par la Fédération algérienne de football qui se dirige vers la délocalisation au stade de Constantine de la prochaine rencontre des Verts face à la Zambie, le 5 septembre dans le cadre de la 4^e journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2018, sachant que l'Equipe nationale est domiciliée depuis 2008 au stade Mustapha-Tchaker de Blida.

«C'est une initiative à saluer. Personnellement, j'ai toujours dit que l'Equipe nationale doit évoluer un peu partout dans les stades algériens, dans la mesure où elle est la propriété de tout un peuple», s'est-il réjoui.

R. N.

Après trois ans de guerre

Réouverture de l'aéroport de Benghazi

L'aéroport Benina de Benghazi a rouvert samedi après avoir été fermé trois années durant en raison des combats qui ont déchiré la région de la grande ville de l'est libyen.

Sous une étroite surveillance, les vols commerciaux ont pu reprendre vers Tripoli, la capitale libyenne, vers Koufra, dans le Sud-Est, ou encore vers Amman, en Jordanie. D'autres liaisons devraient être rétablies sous peu avec Tunis, Istanbul, Alexandrie et Zintan, dans l'ouest de la

Libye.

Situé à l'est de Benghazi, deuxième plus grande ville du pays, Benina a cessé de fonctionner à l'été 2014 lorsque les forces du général Khalifa Haftar ont lancé une offensive contre des combattants islamistes et des miliciens qui occupaient la ville.

Les forces du général Haftar, hostiles au pouvoir reconnu par la communauté internationale installé à Tripoli, ont proclamé début juillet leur victoire sur les islamistes.

Reuters

ACTU...

Elle contient une mine artisanale Une casemate pour terroristes découverte à Skikda

Une casemate pour terroristes contenant une mine de confection artisanale, un micro portable et des appareils photos a été découverte samedi à Skikda lors d'une opération de fouille par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opération de fouille et de recherche, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 15 juillet 2017 à Skikda (5^e Région militaire), une casemate pour terroristes contenant une mine de confection artisanale, un micro portable, des appareils photos et des effets de couchage», précise la même source.

Des quantités de subsistances de vivre, dissimulées dans un fût en plastique, ont été également découvertes dans la même localité, ajoute le communiqué.

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP et des gardes-frontières, en coordination avec les services des Douanes «ont intercepté, à Sidi Bel Abbès et Tlemcen (2^e RM), trois narcotrafiquants et saisi 135 kg de kif traité».

R. N.

Intoxications alimentaires Plus de 3 500 victimes, deux décès

Les intoxications alimentaires ont touché 3 578 personnes dont deux décès enregistrés au cours du premier semestre 2017, a indiqué, samedi à Alger, le directeur général de la régulation et de l'organisation des activités au ministère du Commerce, Abdelaziz Aït Abderrahmane.

Sur ces 3 578 cas, 2 611 ont été enregistrés au niveau de la restauration collective, des fêtes familiales et des repas familiaux, soit un taux de 73%, a précisé M. Aït Abderrahmane lors d'une rencontre qui a regroupé le ministre du Commerce, M. Ahmed Abdelhafid Saci, avec les cadres de son secteur. Quant aux deux décès, ils ont été enregistrés à El Oued et El Bayadh, a relevé le même responsable.

Il est constaté que sur les 48 wilayas du pays, celles où aucun cas d'intoxication alimentaire n'a été signalé sont au nombre de huit : Aïn Defla, El Taref, Mila, Naâma, Oum El Bouaghi, Souk Ahras, Tissemsilt et Tlemcen, a-t-il fait savoir. Selon le bilan qu'il a présenté, les wilayas qui ont enregistré le plus grand nombre de personnes touchées par les intoxications alimentaires au 1^{er} semestre 2017 sont Bouira avec 933 cas (26% de la totalité), El Oued avec 406 cas (11%), Alger avec 345 cas (9%) et Mascara avec 293 cas (8%).

G. L.

La fabrication lancée prochainement La Chine teste avec succès un drone de reconnaissance

La Chine ayant testé avec succès son drone de reconnaissance dernier cri, le Caihong-5 (CH-5), est prête à lancer sa fabrication en série, annonce la chaîne Cgtn, hier. L'appareil a été testé vendredi dernier. Après un vol de 20 minutes, les militaires ont jugé le test concluant. Le premier vol du prototype du CH-5 a eu lieu en août 2015. Le CH-5 est deux fois plus grand que les modèles précédents et capable de voler pendant 60 heures durant lesquelles il peut couvrir une distance de 10 000 km. L'envergure de ses ailes est de 21 mètres et il est capable de porter une charge utile d'une tonne, et notamment 24 missiles. Ce drone est également capable d'emporter un système de détection par radar et de remplir des missions de reconnaissance, ainsi que de viser des cibles volant à moyenne et basse altitude.

B. K.